

# La constitution du patrimoine de Saint-Maurice

515-1128

Germain HAUSMANN

Saint-Maurice est l'un des monastères les plus anciens de la chrétienté occidentale. Cette communauté a pu, par un heureux concours de circonstances, traverser sans dommage près d'un millénaire et demi d'histoire, et continuer, malgré toutes les révolutions, guerres et controverses religieuses, à servir et à honorer jusqu'à aujourd'hui saint Maurice et les glorieux martyrs de la légion thébaine.

Son importance dans la vie religieuse et culturelle, tant de la Suisse romande que de l'Europe occidentale, ne doit plus être démontrée. Mais, curieusement, malgré son influence, l'abbaye d'Agaune n'avait fait l'objet jusqu'il y a peu d'aucun ouvrage scientifique présentant l'ensemble de sa très longue histoire. Il semble que tous les chercheurs aient hésité devant l'énormité de la tâche; ils n'avaient produit qu'une foule d'articles et de communications d'importance et de valeur fort inégales.

Il y a deux ans, en 1997, un ouvrage est venu combler ce vide. Désormais, grâce à la collection *Helvetia Sacra*, nous pouvons avoir une vue d'ensemble de l'histoire de cette communauté<sup>1</sup>. Dans la foulée, l'an dernier, M. Gilbert Coutaz a présenté, dans *Vallesia*, Saint-Maurice vers l'an mille<sup>2</sup>. Il est donc inutile pour nous de revenir sur ces deux travaux récents et écrits par des auteurs sérieux et compétents. Nous vous convions plutôt, dans le présent article, à une balade historique sans grande prétention, au cours de laquelle nous verrons peu à peu apparaître l'étendue du patrimoine immobilier d'Agaune et les avatars (sic) de celui-ci, depuis l'origine jusqu'en 1128.

<sup>1</sup> Voir *Les chanoines réguliers de Saint-Augustin en Valais, Le Grand-Saint-Bernard, Saint-Maurice d'Agaune, les prieurés valaisans d'Abondance*, (HS IV/1) Bâle/Francfort-sur-le-Main 1997: pp. 281-494: Saint-Maurice d'Agaune.

<sup>2</sup> Gilbert COUTAZ, «L'abbaye de Saint-Maurice autour de l'an mil», dans *Vallesia* LII/1997, pp. 3-34.

## Les premiers temps

Rappelons tout d'abord quelques points sur les origines du couvent d'Agaune.

A la fin du IV<sup>e</sup> siècle, le premier évêque du Valais, Théodule d'Octodure, fait exhumer les corps des victimes d'un massacre qui avait eu lieu un siècle plus tôt environ, à Agaune. Selon des traditions locales, une troupe composée de chrétiens y avait été décimée, puis totalement anéantie par son chef, l'empereur Maximien. La légende avait retenu le nom des principaux martyrs, soit celui des officiers, Maurice, Innocent et Exupère, ainsi que d'un vétéran, serviteur du Christ, Victor, qui, arrivant sur les lieux peu après le massacre, aurait été tué par des soldats grisés par le sang.

En leur honneur, Théodule fait construire un petit sanctuaire, non pas sur le lieu même du martyre, mais à proximité au pied d'une barre rocheuse, près d'une source où un temple gallo-romain avait été autrefois édifié. Très vite, cette église devient le but d'un pèlerinage assez important, si bien que la basilique primitive doit être agrandie vers la fin du V<sup>e</sup> siècle.

Tous ces faits sont connus, notamment grâce au récit assez littéraire d'Eucher, évêque de Lyon. Dupraz<sup>3</sup>, en analysant ce document, a découvert que l'auteur mettait dans la bouche de Maurice certaines affirmations défendant l'orthodoxie nicéenne. Cette défense du catholicisme laisse supposer que notre hagiographe a écrit son texte alors qu'un peuple hérétique, qui ne reconnaissait pas les canons de ce concile (les Burgondes ariens), venait de s'installer en *Sapaudia*. Nous pouvons donc placer ce récit entre 443 et 450. Par la suite, le culte mauricien semble être devenu fort populaire parmi la population autochtone et l'épiscopat local.

On constate que, de façon assez symptomatique, deux fondations religieuses faites par la famille royale régnant dans la partie genevoise du royaume des Burgondes sont liées au culte thébain.

Tout d'abord, la *Passion de Victor et Ours* raconte comment Théodelinde, épouse du roi arien Godégisel, fait construire vers 480-490 une église près de Genève. Elle recourt à l'évêque Domitien de Genève pour obtenir les reliques de saint Victor. Le pontife s'exécute, va les quêrir à Soleure et les ramène en grande pompe à Genève. La dépouille de cet ancien soldat est inhumée solennellement dans une basilique qui lui sera dédiée, dans la campagne genevoise. Le concours, à cette cérémonie, de nombreux évêques et prêtres permet à la dynastie burgonde d'afficher son respect de la foi catholique de ses sujets et, par là même, de mieux s'en faire respecter<sup>4</sup>.

<sup>3</sup> Louis DUPRAZ, «Les passions de S. Maurice d'Agaune», dans *Studia Friburgensia*, nouvelle série 27, 1962, p. 62.

<sup>4</sup> Nous nous basons dans cet exposé sur la thèse présentée par Justin FAVROD, *Histoire politique du royaume burgonde (443-534)*, Lausanne 1997 (*Bibliothèque historique vaudoise* n° 113), pp. 294-301. Catherine SANTSCI, «Saint-Victor de Genève» dans *HS III/2*, Bâle 1991, p. 240, sou-

Bien plus ambitieux, Sigismond fonde l'abbaye royale de Saint-Maurice. Le roi, dont la conversion au catholicisme est récente, cherche à créer un monastère national à la Burgondie et à faciliter ainsi la conversion de ses compatriotes ariens. Le choix du premier abbé d'Agaune, Hymnémode, montre bien ce dessein. C'est, à notre connaissance, le seul ecclésiastique de haut rang ayant appartenu au peuple burgonde. Les hautes autorités religieuses sont alors, en général, issues de l'aristocratie gallo-romaine, alors que le nouvel abbé est né arien; et sa conversion au catholicisme ne peut que servir d'exemple aux Burgondes hérétiques.

L'inauguration de ce nouveau monastère se déroule en 515<sup>5</sup>. Elle a été organisée de façon à ce que ce soit un événement considérable, qui dépasse le cadre d'une simple fondation pieuse: une bonne partie des autorités civiles et religieuses de Burgondie se sont déplacées à cette cérémonie. Ces notables y conseillent et entourent le roi. Afin de conférer une dimension nationale à ce nouveau monastère, Sigismond fait appel à des moines venant de tout le royaume: ils sont issus, en effet, des couvents de l'Île-Barbe près de Lyon, de Grigny près de Vienne, probablement de Condat (Saint-Claude) dans le Jura, et de Romainmôtier dans l'ancienne Helvétie. Le souverain marque ainsi son intention d'en faire le centre religieux de son royaume<sup>6</sup>.

Cette fondation est d'autant plus remarquable que le roi y instaure une pratique liturgique en provenance de l'Orient, inconnue chez nous: la *Laus perennis*. Les moines, répartis en plusieurs groupes (au nombre de 5, 7 ou 9 selon les sources) appelés *turmae* ou *normae*, sont chargés d'une psalmodie ininterrompue, à la louange de Dieu.

Cette liturgie demande un effectif monastique assez considérable pour l'époque. Elle est, en outre, assez contraignante pour les officiants dont les groupes se succèdent périodiquement, en cours de journée, dans l'église. En outre, l'abbaye n'a pas été construite au centre d'un riche terroir, bien au contraire. Adossée à une barre rocheuse, elle fait face à une plaine étroite et, à l'époque, marécageuse, subissant plus ou moins fréquemment les assauts dévastateurs des torrents qui y

tient par contre que l'église Saint-Victor de Genève n'est pas dédiée au Victor de Soleure, mais plutôt à un saint homonyme ayant vécu à Alexandrie. Selon elle, après la fondation de Saint-Maurice, un glissement s'est produit plus tardivement au profit d'un martyr lié à la légion thébaine. Justin FAVROD, quant à lui, ne peut souscrire à ce point de vue et soutient l'historicité de la *Passion de Victor et Ours*, dans un article écrit en collaboration avec Eric CHEVALLEY, «Soleure dans le diocèse de Genève? Hypothèses sur les origines du diocèse d'Avenches/Vindonissa», dans *RHES* 86, 1992, pp. 59-62, en particulier p. 61, note 52.

<sup>5</sup> L'«acte de fondation» (cf. édition de THEURILLAT, pp. 76-82) date la réunion des évêques et des comtes du 30 avril 515, la donation de terres par le roi Sigismond du 15 mai. Enfin, saint Avit, évêque de Vienne, prononce le 22 septembre une homélie dans le monastère nouvellement fondé (cf. Marius BESSON, *Monasterium Acaunense*, pp. 123-125). Si l'«acte de fondation» est un faux de l'extrême fin du IX<sup>e</sup> siècle, nous avons par contre conservé le texte original de l'homélie de saint Avit.

<sup>6</sup> Selon la *Vita abbatum Agaunensium*, l'évêque de Genève aurait conseillé au roi cette fondation pour attirer la protection des martyrs sur son royaume, cf. *Vita abbatum Agaunensium absque epitaphiis*, éd. par B. KRUSCH dans *MGH, rer. Mer.* 7, pp. 331-332: *ita fore, ut, isdem patrocinantibus, et regno et regni integritate tutissime potiretur.*

débouchent. Cet environnement ingrat aurait obligé les moines à faire de longs voyages pour aller cultiver des champs et pour nourrir leur grande communauté, déplacements assez peu compatibles avec leurs occupations liturgiques. Aussi, il semble qu'ils se soient plutôt astreints à remplir des tâches sacerdotales (comme un ministère auprès des pèlerins ou auprès de la population environnante), intellectuelles ou éducatives (en effet, on sait que Saint-Maurice eut, dès l'origine, une école)<sup>7</sup>.

Une des principales tâches d'un fondateur d'abbaye consiste justement à doter le nouveau monastère suffisamment pour permettre aux moines d'y honorer Dieu en toute tranquillité, sans avoir à s'occuper de contingences matérielles. Sigismond s'est évidemment préoccupé de répondre à cette attente et a très richement doté Agaune. Grégoire de Tours dit qu'il «enrichit très abondamment ce lieu tant en territoires qu'en autres revenus»<sup>8</sup>. Malheureusement, aucun document contemporain ne nous permet d'en faire une description, même incomplète. Tant l'homélie de saint Avit que la *Vita abbatum Agaunensium* se montrent fort peu disertes à ce propos<sup>9</sup>.

Si nous sommes relativement bien documentés sur les débuts du monastère, par contre, nos sources se font plus rares pour la période qui suit. Quelques chroniques nous renseignent sur tel ou tel événement politique ou guerrier ayant frappé l'abbaye; quelques vies de saints nous signalent le passage d'un bienheureux à Agaune.

Après la conquête de la Burgondie par les Francs, les rois mérovingiens continuent à soutenir le monastère d'Agaune, à l'image de leurs prédécesseurs locaux. Certains (Clotaire II [entre 616 et 629], Thierry III [673-690], Dagobert III [711-715] et Chilpéric II [715-721]) le gratifient même de privilèges dont nous ne connaissons pas le détail, car le texte de ces documents n'a pas été conservé, et aucun moine n'a jugé utile de fabriquer des faux en leur nom.

À l'injonction de Clovis II, le pape Eugène I<sup>er</sup> (654-657) donne à l'abbaye un privilège d'exemption. Ce document, dont il ne reste qu'une copie de la fin du VIII<sup>e</sup> siècle (ou du début du IX<sup>e</sup> siècle), largement interpolée, a longtemps été considéré comme un faux, jusqu'à ce que Hans Hubert Anton, à la suite d'une analyse fort fouillée, prouve que la base de ce diplôme est authentique. Il s'agit donc du premier document non littéraire qui nous renseigne sur Saint-Maurice. Malheureusement, le texte authentique du privilège pontifical ne renferme aucune clause en rapport avec les possessions du monastère<sup>10</sup>.

<sup>7</sup> La présence d'une école peut se déduire du récit de Grégoire de Tours, *In gloria martyrum*, chap. 75, éd. par B. KRUSCH dans *MGH, rer. Mer.* 1, p. 538.

<sup>8</sup> Grégoire de Tours, *In gloria martyrum*, chap. 74, éd. dans *MGH, rer. Mer.* 1, p. 537: ... *locumque tam in territoriis quam in reliquis rebus affluentissime [Sigismundus] ditavit.*

<sup>9</sup> Pour l'homélie de saint Avit, v. ci-dessus, note 5. Pour la *Vita abbatum Agaunensium*, v. ci-dessus, note 6.

<sup>10</sup> ANTON, pp. 22-23.



## Vers l'an 800

En fait, le voile épais qui recouvre l'étendue des biens dépendant de Saint-Maurice ne se déchire partiellement que dans la deuxième partie du VIII<sup>e</sup> siècle.

Le 8 octobre 765, un certain *Ayroenus* donne à l'abbaye et plus spécialement à la *turma Valdensis* et à son chef *Matulphus*, une colonge sise dans la *curtis* de Torny-le-Grand FR et tout ce qu'il lui est parvenu à cet endroit de l'alleu de son père, *Adaloldus*<sup>11</sup>. Ce legs pieux, fait pour le remède de l'âme du donateur et en vue d'une récompense éternelle, jette quelque lumière sur l'organisation du monastère. On voit que cette colonge sise au Pays de Vaud a été donnée à la *turma* vaudoise, comme plus tard, nous verrons que la *turma Jurense* détient des biens à Usiers près de Pontarlier dans le Jura. Il semble donc que chaque groupe de moines gère individuellement ses propres dépendances, sises à chaque fois sur un territoire dont elles portent le nom.

Environ quarante ans plus tard, a été fabriqué un document qui, vu son importance, nous retiendra longtemps: celui que l'on appelle de façon abusive l'«acte de fondation de Saint-Maurice». Nous en avons conservé trois versions différentes:

La première apparaît dans une copie, du début du XV<sup>e</sup> siècle, d'un cartulaire écrit au début du XIII<sup>e</sup> siècle<sup>12</sup>. C'est la version la plus ancienne. M. Theurillat a prouvé de façon très convaincante que ce texte n'est pas celui écrit lors de la fondation du monastère d'Agaune (si tant est que cette cérémonie ait laissé une trace écrite), ni une version interpolée au IX<sup>e</sup> siècle d'un original de 515, comme le soutenait Maxime Reymond<sup>13</sup>. Au contraire, on voit que, dans toutes ses parties, sa rédaction date de la fin du VIII<sup>e</sup> ou du début du IX<sup>e</sup> siècle, soit aux environs de l'an 800.

Une deuxième copie<sup>14</sup> présente peu de variantes avec ce premier texte, si ce n'est qu'elle contient une liste de possessions données en 1018. Cette version est datée traditionnellement du XI<sup>e</sup> siècle.

<sup>11</sup> Texte édité par Marius BESSON, «La donation d'*Ayroenus* à Saint-Maurice», dans *RHES* 3, 1909, 294-296: *dono ... hoc est colonicam pago Valdense in curte [sic, sans doute inculte] vel in agro quorum vocabulum est Taurniaco Superiore*. La dénomination *Taurniaco Superiore* signifie Torny-le-Grand FR, village qui se trouve à une altitude supérieure à celle du hameau voisin de Torny-le-Petit. Cet acte est tiré du cartulaire de Saint-Maurice, ACVaud, Ad 29, f. 14r-v. Besson relève que le texte qui nous est parvenu fourmille de fautes, tant grammaticales que lexicales. Ainsi, la *turma* bénéficiaire est qualifiée une fois de *Meldensis*, puis trois fois de *Vualdensis* ou *Valdensis*, cette deuxième version étant évidemment à retenir.

<sup>12</sup> Cette copie de cartulaire se trouve à l'Archivio di Stato, Turin, *Bénéfices delà des Monts*, paquet 10 n° 2ter, f. 1-3, avec reproduction photographique aux ACVaud, Ad 29, 1r-3r. Texte édité par THEURILLAT, pp. 76-82. Pour la datation de ce cartulaire, nous suivons Remo BECCI, «Le chartier de l'abbaye de Saint-Maurice d'Agaune (1128-1292), étude et édition», dans *Positions des thèses soutenues par les élèves ... pour obtenir le diplôme d'archiviste-paléographie*, 1997, p. 38.

<sup>13</sup> REYMOND, p. 60, 6°.

<sup>14</sup> Copie érudite du début du XVIII<sup>e</sup> siècle se trouvant à la fin du manuscrit de Dom J. Delisle, *Histoire de l'ancienne et royale abbaye de Saint-Maurice d'Agaune*, conservé dans la Bibliothèque municipale de Besançon, ms n° 1112, d'après un document qui se trouvait aux AAbSt-Maurice et qui a été perdu depuis.

Il existe encore, aux Archives de l'abbaye, une troisième copie sur parchemin de cet «acte de fondation»<sup>15</sup>. Ce texte imite la version précédente, mais, de façon générale, il rend d'une manière plus claire et plus explicite les passages confus et ambigus des deux premières copies. Ce travail de correction a peut-être été effectué lors de l'écriture de ce pseudo-original et daterait de la fin du XII<sup>e</sup> siècle.

Nous allons donc étudier la version la plus ancienne de ce faux datant de l'époque carolingienne. Il ne nous donne en aucune manière un tableau réel de l'origine du monastère; il nous rend compte, au contraire, de la vision que les moines en avaient aux environs de l'an 800, vision certes postérieure, mais qui n'est pas inintéressante en soi. Cette remarque est aussi valable pour le descriptif des possessions abbatiales. Le faussaire décrit ici les biens que la tradition rapportait à Sigismond, ou, plus simplement, ceux dont on ne se rappelait pas l'origine. En ont été écartés tous les legs pieux (par exemple celui de Torny cité plus haut) dont on conservait en ce temps-là une trace écrite. Cette liste ne rassemble donc pas, loin s'en faut, l'ensemble du domaine abbatial au début du IX<sup>e</sup> siècle.

Examinons maintenant la situation de ces biens. Nous ne suivrons pas ici l'étude de Maxime Reymond, vieillie et écrite par un historien. M. Wulf Müller, rédacteur au Glossaire des patois de la Suisse romande, vient de faire paraître une analyse fouillée de la toponymie de quelques faux médiévaux anciens, en particulier de l'«acte de fondation» de Saint-Maurice<sup>16</sup>. Nous privilégierons évidemment dans les lignes qui suivent les résultats auxquels il aboutit.

Notons en préambule que l'auteur de cet acte utilise le mot *curtes* pour caractériser les biens donnés. A l'époque carolingienne, cette désignation correspond à un domaine seigneurial qui regroupe une maison domaniale, des bâtiments d'exploitation (granges, étables), quelques fois une église ou une chapelle, et un certain nombre de tenures qui en dépendent. Il ne faut pas voir dans la «cour» une entité territoriale, mais un centre d'exploitation agricole où l'on perçoit des redevances provenant de plusieurs tenanciers et de droits multiples. L'«acte de fondation» en donne d'ailleurs cette description: les *curtes* cédées se composent de terres, de maisons d'habitation, de bâtiments divers, d'hommes libres ou de serfs aux divers statuts, de vignes, de forêts, d'olivettes, de champs, de prés, de pâturages, de plans d'eau, de cours d'eau et de dîmes<sup>17</sup>. Une telle description, par trop générale, ne nous permet pas de savoir précisément ce qui dépend de chaque

<sup>15</sup> AAbSt-Maurice, 1/1/1, 30 avril et 15 mai 515 (sic).

<sup>16</sup> REYMOND, pp. 25-31. Wulf MÜLLER, «Les toponymes dans les faux du Moyen Age (Suisse romande)», dans *Studia philologica in honorem Alfonso Irigoien*, Bilbao 1998, pp. 484-489. En outre, M. Wulf Müller a eu l'amabilité de relire notre article et de vérifier l'exactitude des identifications de noms de lieux que nous avons adoptées en suivant un peu trop aveuglément les propositions de nos prédécesseurs. Nous tenons ici à le remercier pour sa disponibilité. Ses avis, toujours fondés, nous ont été fort utiles et nous ont permis d'affiner de façon significative notre recherche. Cependant certains toponymes sont restés rebelles à nos tentatives de localisation. En ce cas, nous indiquerons des identifications traditionnellement admises, que nous munirons d'un point d'interrogation pour bien marquer qu'il ne s'agit que d'hypothèses plus ou moins bien assurées.

<sup>17</sup> THEURILLAT, p. 80: *curtes ... et appendentiis vel adjacenciis earum, id est terre, domibus, edificiis, mancipiis, liberis, libertis, plebeis, acolis, vineis, silvis, olivetis, campis, pratis, pascuis, aquis aquarumque decursibus et incorsibus seu... decimis.*

domaine individuellement. De grandes différences devaient exister entre eux, dans leur importance et dans l'étendue des droits qui leurs sont attachés.

Les revenus de l'abbaye provenaient de quatre zones: la région de Grenoble, la région lémanique, le Valais central et le val d'Aoste.

Dans la région de Grenoble, soit dans les «*pagi*» ou territoires de Lyon, de Vienne, de Grenoble ou d'Aoste en Dauphiné (*in pagis vel territoriis Lugdenensi et Viennensi et Gratinopolitano et Augusta Cameraria*), les biens de l'abbaye se limitent à *Briogia* (Reymond hésite entre Brion et Pont-de-Beauvoisin?), *Olona* (toponyme provenant du nom d'un ruisseau qui traverse Vourey), *Cacussa* (sans doute Chuzelles), *Vobregio* (très probablement Vourey) et *Statis* (localité inconnue; la localisation proposée par Reymond, *Scalis/Les Échelles*, est fautive)<sup>18</sup>. Tous ces noms sont difficiles à localiser, car le monastère perdra vite ses possessions grenobloises. En fait, ils ne sont mentionnés qu'ici. Nous ne pouvons donc pas en constituer un large corpus ni voir leur évolution en des formes plus proches de notre époque.

Au bord du Léman ([*In pago Genevensi*]), se trouvent deux localités assez éloignées l'une de l'autre. En *Cuminiaco*, nous reconnaissons Commugny (VD), possession aigaunoise pendant plusieurs siècles: en 1018, le roi Rodolphe III rend ce fisc à Saint-Maurice. En 1026, l'abbé Bourcard, archevêque de Lyon, et le prévôt Bourcard, évêque d'Aoste, le céderont en prestance à Pierre et à sa femme, avec l'église du lieu, ses appartenances, quatre manses et une vigne. Après bien des peines et des dépenses, l'abbé Rodolphe réussit entre 1153 et 1168 à récupérer ce lieu de culte. Il y établit une grange. Malheureusement, les avoués du lieu, les comtes de Genève, s'y comportent fort mal et, malgré de nombreux arrangements toujours remis en question, s'ingénient à empiéter sur les droits abbaciaux. Par gain de paix, l'abbé Nantelme se résout en 1257 à céder tous ses revenus dans la région à Pierre de Savoie pour recevoir en échange une rente annuelle sur le droit de gîte de Bex<sup>19</sup>.

Au sud du lac, le toponyme *Mariniaco* devrait, si l'on suit les règles de l'évolution phonétique, aboutir à Marignier ou Marigny en Savoie<sup>20</sup>, mais la leçon *Marianum* que l'on rencontre dans les deux versions les plus modernes de l'«acte de fondation» fait plutôt penser à Marin près de Thonon-les-Bains, sur une colline qui domine cette localité, à l'est de la Dranse. Cette localisation se justifie d'autant plus que nous savons que, sous le règne du roi Conrad de Bourgogne (937-993),

<sup>18</sup> Brion, ct. de Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs; Vourey, ct. de Rives; Pont-de-Beauvoisin, ch.-l. de ct., arr. de Grenoble; Chuzelles, arr. et ct. de Vienne, Isère. Les Échelles, ch.-l. de ct., arr. de Chambéry, Savoie.

<sup>19</sup> *HPM, Chartarum* 1, 449-450 n° 263, 10 mars 1026. AAbSt-Maurice, 19/1/2a, 23 août 1173 (n.s.); 14/4/1-01, 14/4/2-01, 14/4/2-02, 14/4/2-03, 29 septembre 1257, édités par BECCI, 67-68 n° 27; 316-318 n° 166; 319-320 n° 167; 320-321 n° 168; 321-322 n° 169. Pour plus de détails à ce propos, v. Victor VAN BERCHEM, «Un conflit d'avouerie au XII<sup>e</sup> siècle, Commugny et l'abbaye de Saint-Maurice», dans *RHS* 1, 1921, pp. 425-447.

<sup>20</sup> Soit Marignier, arr. et ct. de Bonneville ou Marigny-Saint-Marcel, ct. de Rumilly, arr. d'Annecy, Haute-Savoie.

Saint-Maurice détient un manse à Sussinges, hameau proche. En outre, le 13 octobre 1039, le fisc de Marin est concédé en prestaire par l'archevêque Bourcard, abbé de Saint-Maurice, à un certain Louis, dont on fait descendre la famille noble d'Allinges. De ce centre d'économie domaniale dépendent de multiples parcelles, réparties sur un vaste territoire limité par Bret (hameau de Saint-Gingolph F) et par la Dranse<sup>21</sup>. Il n'est plus question par la suite de cette possession. Peut-être, ce fisc s'étendait-il jusque dans la vallée d'Abondance où, en 1108, une nouvelle abbaye fut fondée sur des biens appartenant à Saint-Maurice<sup>22</sup>.

Au Pays de Vaud (*[In] pago Valdensi et fine Aventicensi et Lausonensi*), se trouve *Nunatto*. Maxime Reymond voit en ce nom Monnaz, lieu-dit près de Morsel FR, dans une région où, nous le verrons, Saint-Maurice détient au XI<sup>e</sup> siècle de nombreux droits. Cependant, les règles de l'évolution phonétique rendent cette identification fort improbable. Aussi Wulf Müller considère-t-il qu'il s'agit en fait d'une mauvaise lecture du rédacteur du cartulaire de Saint-Maurice et qu'il faut y lire \**Muratto*<sup>23</sup>, leçon que retiennent les deux versions plus récentes de l'«acte de fondation» (orthographié alors *Muratum*). Ce toponyme correspond donc à Morat FR, dont l'église est d'ailleurs dédiée à saint Maurice.

Dans le Vieux Pays (*in pago Valense*), les possessions mauriciennes sont concentrées en Valais central, dans la plaine du Rhône. Commençons par *Con-textis*, Conthey, où, après une étude très fouillée, Dubuis et Lugon pensent qu'il y avait, avant le VIII<sup>e</sup> siècle, un oratoire ou une église à caractère domanial, fondée sans doute par l'abbaye ou par un propriétaire antérieur. Saint-Maurice restera longtemps en possession de cette église, ainsi que d'une de ses filiales, à Vétroz, créée au début du XII<sup>e</sup> siècle. C'est dans cette dernière localité que se concentre manifestement l'essentiel du domaine abbatial. Il s'étend peut-être déjà alors sur des tenures sises à Plan-Conthey, à Sensine, à Daillon, à Premploz, à Erde, à Aven, à Chamoson, à Leytron, à Nax, à Sornard, à Baar, à Brignon, à Beuson, à Fey, à Nendaz et à Clèbes, mais, seul un document fort postérieur (1443) permet de décrire ainsi l'étendue des possessions contheysannes. Après une gestion séparée, Vétroz et Conthey seront administrés par un ecclésiastique qui réside à Vétroz et porte le titre de prieur. Pendant longtemps encore, des liens subsisteront entre cette région et l'abbaye qui n'abandonnera ses droits sur le prieuré qu'en 1933, après plus de mille ans de présence<sup>24</sup>.

<sup>21</sup> V. MGH, *Reg. Burg.*, 213 n° 72, sans date, entre 937 et 993; HPM, *Chartarum* 2, 130-131 n° 105, 13 octobre 1039: *concedimus ... has terras per prestariam conjacentes in pago Genevensi in locis nominatis inter Brest et flumen quod nominatur Drancia fiscum qui appellatur Marins*. Marin, arr. et ct. de Thonon-les-Bains; Saint-Gingolph, ct. d'Evian-les-Bains, arr. de Thonon-les-Bains, Haute-Savoie.

<sup>22</sup> AAbSt-Maurice, 55/1/1, 1108, édité par Jean Yves MARIOTTE, «Note sur la seigneurie monastique en Savoie, le problème de l'avouerie», dans *Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands* 77/1977, pp. 93-95.

<sup>23</sup> Wulf MÜLLER, *op. cit.*, pp. 487-488. À noter que \**muratto* et *nunatto* ont en commun, avant le «a», six jambages. Supposons que le rédacteur du cartulaire ne lit pas «r» sur le dernier jambage et le lie avec la dernière hampe du «u» pour en faire un «n». S'il veut respecter le nombre de six jambages (tel qu'il le lit dans l'original qu'il copie), il doit faire du «m» initial un «n». En vertu de ce petit raisonnement, la forme à restituer doit être \**muratto* avec un «r», plutôt que \**murratto*.

<sup>24</sup> DUBUIS-LUGON 3, pp. 37-43. Cf MGH, *Reg. Burg.*, 330-331 n° 149, 26 octobre 1001 et reconnaissance de 1443 aux AAbSt-Maurice.

En remontant le Rhône, nous arrivons à *Sidrio* (Sierre). Il est bien difficile de savoir où se situait exactement ce domaine en l'an 800 à l'époque où écrivait le rédacteur de l'«acte de fondation». Dubuis et Lugon soutiennent que ce centre domanial était alors installé «dans la région où on ... aperçoit [le toponyme Sierre] au XIV<sup>e</sup> siècle et où il est demeuré jusqu'à nos jours»<sup>25</sup>. Blondel et d'autres auteurs subséquents ont penché pour Gérode, le premier centre religieux de la région<sup>26</sup>. Quoiqu'il en soit, Saint-Maurice s'est défait ou a été spolié de ces biens sans doute dès le XI<sup>e</sup> siècle déjà. Le 12 juin 1052, Aimon, évêque de Sion, cède au Chapitre tout ce qui, dans la pauté (*potestas*) appelée Sierre, appartient à l'alleu qui fut il y a peu à Witger Grossus, excepté celui qui fut donné par échange à Féternes<sup>27</sup>. Quant à l'église de Gérode, elle passe aux mains de l'abbaye d'Abondance. Ce monastère ayant reçu en 1108 de Saint-Maurice l'essentiel de ses biens en Savoie, on peut se demander si ses droits en région sierroise ne viennent pas d'une autre cession faite par cette même maison-mère. A moins que les seigneurs de Féternes, qui ont encouragé les débuts d'Abondance, n'aient été à l'origine de cette possession.

Le domaine de *Bernona*, autre dépendance de Saint-Maurice, doit être situé à Bernunes, lieu-dit de la commune de Sierre, entre les deux cours d'eau nommés la Raspille et la Signièse. Ce riche terroir est placé sur un coteau aujourd'hui planté en vignes, traversé par la voie ferrée menant de Sierre à Salquenen. Il appartient au Moyen Âge à une petite seigneurie dont l'histoire est intimement liée à sa voisine, celle de Musot. Dubuis et Lugon se demandent où se trouvait à l'origine cette *curtis*, sans que rien ne parvienne à leur faire choisir entre Bernunes (où l'on signale une riche tombe romaine) et Musot (où ont été placées l'église et une tour seigneuriale).

Nous continuons de remonter la vallée du Rhône et nous atteignons *Leuca*, soit Loèche. Ce bien restera aux mains de Saint-Maurice pendant longtemps. En 1018, le roi Rodolphe III n'en fait pas mention dans la liste des biens qu'il rend à l'abbaye. Nous ignorons si cet oubli est dû au fait que Saint-Maurice le détient alors paisiblement, ou si le roi de Bourgogne l'a conservé pour sa famille. Un de ses lointains héritiers, l'empereur Henri IV, possède en ce lieu une *curtis* qu'il cède tout d'abord en bénéfice personnel à Ermenfroid, évêque de Sion, puis de manière perpétuelle en 1079<sup>28</sup>. On ne peut exclure qu'il y ait eu à l'époque deux domaines à Loèche, l'un dépendant de l'empereur, l'autre de Saint-Maurice. Plus tardivement, un conflit s'y allume entre les deux parties, dû soit à l'imbrication de ces deux entités, soit à une défense tardive des droits de l'abbaye. C'est sans doute ce qui a poussé un copiste de l'acte de 1018 cité plus haut à introduire le nom de Loèche dans la liste des dépendances abbatiales. En 1118, un règlement intervient selon lequel le comte Amédée de Savoie-Maurienne, abbé de Saint-Maurice, cède

<sup>25</sup> DUBUIS-LUGON 3, p. 152.

<sup>26</sup> Louis BLONDEL, «Sierre, ses origines et ses châteaux disparus», dans *Vallesia* 8, 1953, p. 60.

<sup>27</sup> *Chartes sédunoises*, 342 n° 4: *et quicquid est in potestate que dicitur Sidrus, de eo alodo qui jam fuit Uuitgerii Grossi, excepto illo quod per concambium Festerne datum fuit.*

<sup>28</sup> *Chartes sédunoises*, 347-348 n° 7, 1<sup>er</sup> janvier 1079.

ce territoire à l'évêque de Sion<sup>29</sup>. Le différend passe ensuite sur un plan purement laïc, en vertu sans doute de droits patrimoniaux ou comtaux. Au plaid de Conflans, entre 1139 et 1142, l'évêque de Tarentaise, accompagné d'autres collègues, donne raison à Guérin, évêque de Sion. En conséquence, Amédée de Maurienne-Savoie informe les habitants de Loèche et Naters que l'évêque est désormais leur nouveau seigneur<sup>30</sup>.

Après être remonté constamment la vallée du Rhône de Conthey à Loèche, de manière curieuse, le rédacteur de l'«acte de fondation» la redescend et nous amène à *Bromusio*, à Bramois. Sans doute, a-t-il voulu marquer par là que les quatre premières localités sont situées sur la rive droite du fleuve, alors que la dernière est établie du côté gauche. Dubuis et Lugon pensent que les oratoires trouvés en fouillant l'église qui datent l'un des V/VI<sup>e</sup> siècles, l'autre du VII<sup>e</sup> siècle, appartiennent sans doute à la *curtis* possédée par Agaune vers l'an 800. Tamini et Gaspoz ont voulu donner à ce domaine une grande extension lui attribuant tout le Val d'Hérens, Uvrier et la contrée d'Ayent. Aucune source ni aucun indice ne viennent étayer une opinion déjà critiquable à sa base, car elle part du principe qu'à une *curtis* correspond un territoire compact. De toute manière, Bramois ne restera pas dans le giron agaunois. Dès la fin du XI<sup>e</sup> siècle, le Chapitre cathédral y détient des droits importants. En suivant l'hypothèse de Dubuis et Lugon, on pourrait même penser que ce changement de propriétaires date d'avant l'an mil, époque où une nouvelle organisation paroissiale apparaît dans la région<sup>31</sup>.

Nous passons ensuite à un (ou deux?) toponyme que personne n'a jamais réussi à localiser: *Duodecimo Paterno*. Nous ne savons même pas s'il faut le situer en Valais ou dans la vallée d'Aoste où nous nous dirigeons maintenant. En ville d'Aoste, une tour regardant vers l'occident appartient à Saint-Maurice. Il n'en sera plus question par la suite. Les biens ruraux valdôtains de l'abbaye sont placés à *Levira* (Élevaz, commune de Pré-Saint-Didier, sur la route menant au Petit-Saint-Bernard) et *Morga* (la localité de Morge, commune de La Salle). Quant à *Lagona* et à *Gizorolis*, nous n'avons pu les localiser malgré tous nos efforts<sup>32</sup>.

Nous voici arrivés à la fin de la description des biens que, vers l'an 800, le rédacteur de l'«acte de fondation» considérait comme les plus antiques. Mais, ont-ils bien été donnés par le roi Sigismond à l'abbaye de Saint-Maurice? En étudiant

<sup>29</sup> *Chartes sédunoises*, 355 n° 9: ce document contient la date suivante: *acta ... in die lunae, pridie kalendas octobris, luna XI<sup>a</sup>, regnante rege Heinrico anno X* que Gremaud interprète faussement en plaçant cette charte en l'an 1116. Mais la dixième année du règne de l'empereur Henri V commence le 6 janvier 1115 et va jusqu'au 5 janvier 1116. Malheureusement, la veille des calendes d'octobre ne tombe pas, cette année-là, sur un lundi, mais au contraire sur un jeudi, la lune étant à son 8<sup>e</sup> jour. En fait, il faut se transporter en 1118, pour trouver un lundi 30 septembre correspondant au onzième jour de la lune. Nous retiendrons donc cette date, pensant que l'auteur (ou le copiste) de cette charte s'est trompé en comptant les années du règne d'Henri V.

<sup>30</sup> GREMAUD, 83-84 n° 128. *Chartes sédunoises*, 359 n° 12, entre 1138 et 1142.

<sup>31</sup> DUBUIS-LUGON 3, p. 26. Jean Emile TAMINI, Antoine GASPOZ, *Essai d'histoire de la vallée d'Hérens*, Saint-Maurice 1935, pp. 6-8.

<sup>32</sup> REYMOND, p. 31, rapproche par erreur *Lagona* de Liconi, alpage sur la commune de Morgex, ces deux mots n'ayant en commun qu'une vague assonance. De même, *Gizorolis* ne peut aboutir à Chésérole, hameau de la commune de Brissogne (communication de Wulf Müller).



cette nomenclature, deux faits nous étonnent: tout d'abord, il conviendrait de se demander si Sigismond, roi en 515 de la partie genevoise du royaume des Burgondes, a pu céder des droits en Viennoise, province qu'il ne contrôle pas alors. Ne faut-il pas reporter cette cession d'une ou de deux années, lorsque le roi fondateur régnait sur l'ensemble de la Burgondie?

Quant aux biens situés au val d'Aoste, leur cession en 515 est encore moins assurée. Même si certains auteurs attribuent une partie de cette vallée au royaume des Burgondes au début du VI<sup>e</sup> siècle, l'ensemble de celle-ci passe en 518 au plus tard, aux mains de Théodoric le Grand. Elle dépend dès lors de rois régnant en Italie. En 569, les Lombards en prennent possession et ne la céderont aux Francs qu'en 575. Ainsi, pendant plus de 50 ans, le val d'Aoste et le Valais sont séparés par une frontière et sont détenus par des royaumes souvent antagonistes. Dans ces conditions, il paraît étonnant que Saint-Maurice ait pu tirer des revenus de l'autre versant du col du Grand-Saint-Bernard. Il nous semble plus logique de penser que ces possessions valdôtaines sont postérieures à 575 et ont été données par un roi mérovingien, par exemple par le roi Gontran, dont la bienveillance à l'égard de Saint-Maurice est bien connue<sup>33</sup>.

Cependant dans une étude linguistique très poussée<sup>34</sup>, M. Wulf Müller décèle dans la forme de certains toponymes cités dans cet «acte de fondation» des niveaux de langue très anciens qui appartiennent à une strate paléo-romane. Ainsi Cacussa et \*Muratto remontent certainement à l'Antiquité, au VI<sup>e</sup> siècle au plus tard; ceci est probable pour *Vobregio* et *Contextis*, possible pour *Communiacum*, *Marianum* et *Bernona*. Ainsi, le faussaire de la fin du VIII<sup>e</sup> siècle a utilisé des nomenclatures très anciennes décrivant une partie au moins des biens de l'abbaye d'Agaune et les a habillées et mises en forme avec des formules de son temps. Il n'a cependant pas eu sous les yeux un «acte de fondation». Il l'aurait certainement recopié plus fidèlement.

Ainsi, même en limitant notre analyse à la liste des possessions agaunoises, on voit sans peine qu'il ne s'agit pas là de la dotation d'origine du monastère. Il y a manifestement plusieurs strates de donations que l'absence de documents ne permet pas de décrire plus amplement.

### Une période transitoire: les IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> siècles

Dès la fin du VIII<sup>e</sup> siècle, la situation de l'abbaye par rapport au pouvoir laïc a profondément changé. Les rois carolingiens sont devenus les protecteurs par excellence des églises, ce qui leur donne toute latitude juridique pour outrepasser des règles jusque-là bien établies. Le *princeps* se permet, en vertu de sa protection,

<sup>33</sup> Bienveillance soulignée, par exemple, par Jean-Marie THEURILLAT, «Textes médiévaux relatifs aux monuments archéologiques de l'abbaye de Saint-Maurice d'Agaune» dans *Genava* 11/1963, 165, qui cite Grégoire de Tours, *In gloria martyrum*, édité dans *MGH, rer. Mer.*, 1, p. 538: *accedit ut [Gunthramnus rex], misso presbitero, munera fratribus qui sanctis Agaunensibus deserviunt, ex voto transmitteret, praecipiens presbitero ut ad eum rediens sanctorum sibi reliquias exhiberet.*

<sup>34</sup> W. MÜLLER, *op. cit.*, pp. 488-489.



de distribuer à ses fidèles des biens d'églises, d'installer qui il veut, fût-il laïc, à la tête d'une église ou d'une abbaye. C'est ainsi que Charles Martel met à la direction de Saint-Maurice l'un de ses protégés, le duc Norbert.

Theurillat décèle que, déjà sous Charlemagne, Agaune est devenu un bénéfice royal. Ce nouvel environnement a fort bien pu causer une certaine décadence de la vie religieuse au monastère. Mais, nous ne savons presque rien sur cette période. En fait, notre documentation se résume à un privilège accordé par un certain pape Alexandre sous le règne de Louis le Pieux. Comme aucun pape ne porte le nom d'Alexandre au IX<sup>e</sup> siècle, on rapporte par hypothèse ce document à Eugène II (824-827)<sup>35</sup>. En outre, le texte que nous avons aujourd'hui sous les yeux est un faux grossier de la fin du X<sup>e</sup> ou du début du XI<sup>e</sup> siècle. C'est dire si les faits qu'il rapporte sont sujets à caution: on ne sait donc si le passage «*monasterium sanctorum Agaunensium ... in quo Adalungus ... canonicorum regulam regere videtur*» est authentique ou si nous sommes en face d'une interpolation postérieure. Malgré tous ses défauts, on l'utilise faute de mieux pour prouver qu'à cette époque, le couvent de moines est réorganisé en un collège de chanoines séculiers.

Ce faux accorde en outre quelques privilèges à ces chanoines nouvellement installés: personne ne pourra disposer de leurs biens sans leur consentement. Leurs testaments devront être respectés en tout point. Enfin, aucun prélat ne pourra commettre d'exactions sur le patrimoine abbatial. Il faut cependant se demander si de telles injonctions peuvent provenir d'un Eugène II agissant à la demande d'un Louis le Pieux. En effet, l'empereur n'avait alors aucun intérêt à soustraire l'abbaye régénérée au contrôle épiscopal.

Créer un monastère de *canonici* soumis à un abbé séculier, ne représentait qu'une solution boiteuse. La vie religieuse ne pouvait que s'abâtardir, mais, ainsi, Saint-Maurice restait une abbaye royale et risquait à plus ou moins long terme d'être la victime de la rapacité des princes.

C'est ce qui arriva peu avant 857. Hucbert, auquel le roi Lothaire II (de Lorraine) avait donné depuis peu le duché entre le Jura et le Mont-Joux, s'empare par la force de l'abbaye et de ses revenus. Bien que ce personnage soit clerc et ait la tonsure, c'est en vertu de sa parenté avec le roi qu'il gouverne l'abbaye. Au cours d'une carrière assez agitée, il s'implique largement dans les conflits qui divisent alors la famille carolingienne. Pour finir, l'empereur Louis II lui oppose le comte d'Auxerre, Conrad, qui le bat et le tue près d'Orbe à la fin de l'an 864.

Conrad lui succède dans toutes ses charges. Il devient comte de Rhétie et du Jura, et abbé ... de Saint-Maurice. Il achève ainsi le processus de laïcisation de la direction du monastère. Désormais, jusqu'en 1128, l'abbaye sera soumise directement (le plus souvent) ou indirectement à des laïcs, tout d'abord aux rois rodolphiens de Bourgogne, puis aux ancêtres de la famille de Savoie.

<sup>35</sup> Document édité par ANTON, pp. 13, 15, 17, 19 et 21.

Lorsqu'en 888, le fils de Conrad, Rodolphe I, devient roi (de Bourgogne), il en fait une abbaye royale intimement liée au devenir de la nouvelle monarchie. Agaune reprend le rôle que Sigismond lui avait assigné en 515, soit d'être l'un des centres religieux du royaume, rôle que la brièveté de l'existence de la monarchie burgonde l'avait empêché de jouer pleinement au VI<sup>e</sup> siècle.

Saint-Maurice sert en outre d'abbaye palatine, c'est-à-dire de résidence régulière pour les monarques et pour leur cour. L'intensité des liens qui l'unissent à la dynastie rodolphienne démontre qu'Agaune prenait la première place parmi les monastères du royaume, même s'il ne faut pas négliger le rôle de Romainmôtier et de Payerne, en particulier sous Conrad (937-993) et sous Rodolphe III (993-1032).

Malgré leur titre d'abbé, les rois interviennent assez rarement dans les actes à ce titre<sup>36</sup>. Entre 937 et 1032, seules 5 chartes sur 55 leur donnent ce qualificatif (9 %). La plupart des autres (37 documents sur 55 = 67 %) nous montrent que le roi consent ou intervient à un titre non exprimé (mais que le lecteur peut aisément imaginer). Malgré la discrétion de leurs interventions, les rois de Bourgogne conservent la direction effective de l'abbaye et gèrent son patrimoine à leur convenance.

Leur gestion a été souvent critiquée. On leur reproche souvent d'avoir dilapidé les biens de l'abbaye au profit de leurs fidèles et au service de leurs intérêts politiques. Il est évident qu'ils ont mené une politique d'aliénation de terres qu'ils n'ont pas eue avec l'évêque de Lausanne ni avec le couvent de Romainmôtier. Il faut cependant remarquer que ce démembrement prend une forme juridique originale. Toutes les concessions de terres se font en précaire, c'est-à-dire qu'elles ne sont jamais faites sans contreparties territoriales ou/et en espèces. En outre, la durée des précaires n'excède pas trois générations.

En fait, le grignotement des terres dépendant de l'abbaye ne semble pas tellement provenir d'une gestion hasardeuse du patrimoine d'Agaune, mais plutôt de l'émiettement du pouvoir qui se produit à la fin du royaume de Bourgogne et après sa disparition. Les abbés de Saint-Maurice n'ont pas pu par la suite s'appuyer sur une structure politique forte qui leur aurait permis de s'opposer au non-respect des conditions des précaires. L'abbaye fut moins victime de l'attitude des rois de Bourgogne que de l'impossibilité du pouvoir à combattre les abus des bénéficiaires de concessions abbatiales.

Si on procède à une périodisation des transactions consignées par écrit, on remarque que leur nombre augmente au fur et à mesure que passent les années et les rois: deux actes conclus sous l'abbé laïc, puis le roi-abbé Rodolphe I<sup>er</sup> (888-911), trois sous Rodolphe II (911-937), neuf sous le roi Conrad (937-983), dix encore à la fin de son règne, alors que Bourcard est prévôt (983-993), trente-cinq ou trente-six sous Rodolphe III et Bourcard (994-1030/1031). Puis les transactions redeviennent rares: trois sous l'abbé Bourcard (1030/1031-1046), deux sous l'abbé

<sup>36</sup> Pour la liberté d'action des abbés dans la gestion des biens de l'abbaye, v. l'acte édité dans *MGH, Reg. Burg.*, 115 n° 12, sans date.

Aimon (1049/1050-1053), deux sous Bourcard (vers 1070-1072), deux cessions sous le comte-abbé Amédée (1118-1128)<sup>37</sup>.

Comme on le voit, les deux tiers des documents parvenus jusqu'à nous se réfèrent à la période pendant laquelle l'évêque de Lyon, Bourcard, a administré l'abbaye, tout d'abord en tant que prévôt (983-999), puis comme abbé (1000-1030/1031). Ce fils naturel du roi Conrad, déjà connu pour sa bonne administration de l'évêché de Lyon<sup>38</sup>, semble avoir géré le patrimoine abbatial de façon particulièrement attentive. Manifestement, sous sa direction, toutes les transactions foncières font l'objet d'actes écrits. Les biens les plus éloignés, les possessions les moins assurées sont abandonnées au profit de terrains plus facilement contrôlables. Bref, on a l'impression que, sous son abbatiat, Saint-Maurice connaît un certain renouveau, tant sur le plan temporel que, sans doute, spirituel.

Nous avons donc conservé de cette période rodolphe 68 transactions foncières. En les étudiant attentivement, nous pouvons avoir une vision plus précise qu'auparavant de l'ensemble des possessions abbatiales.

### Description des biens de l'abbaye entre 888 et 1032

Quelques rares domaines sont situés hors de la Savoie et du Plateau suisse. Le 25 mars 878, l'abbé de Saint-Maurice, Rodolphe, accorde à titre de prestate à l'impératrice Engelberge les deux *villae* de *Paterno* et d'*Aciano* sises au royaume de Toscane<sup>39</sup>. Zufferey s'étonne qu'Agaune ait possédé des terres si éloignées du monastère. Elles proviennent sans doute de dons datant de l'époque carolingienne. La dimension de ces *villae* ne devait pas s'avérer négligeable, compte tenu du cens annuel dû. Ce ne sont d'ailleurs pas les seules possessions de l'abbaye en Italie. On signale qu'en 1001, trois *cultiles* près de Pavie sont donnés à saint Berward, évêque d'Hildesheim, par Rodolphe III<sup>40</sup>. Leur éloignement les rendant pratiquement hors de portée de la gestion de l'abbaye, elles quittèrent assez rapidement le giron abbatial.

Par contre, les possessions franc-comtoises ont été conservées, car elles se situent en majorité le long de la route menant du col de Jougne à Dole et à Paris. Elles sont cependant cédées aux seigneurs du lieu dès le X<sup>e</sup> siècle. Le 3 juillet 942,

<sup>37</sup> Ces chiffres proviennent de l'étude de ZUFFEREY, pp. 71-72, 91-103.

<sup>38</sup> Frédéric de GINGINS-LA SARRA, «Les trois Bouchard, archevêques de Lyon aux X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles», dans *MDR* 20, 1865, 325-326.

<sup>39</sup> *MGH, Reg. Burg.*, 92-94 n° 1, 25 mars 878. Ni *Paterno* (en italien Paderno), ni *Aciano* (en italien Azzano) n'ont pu être localisés sur le territoire de l'ancien royaume de Toscane. Engelberge (vers 831-avant 901), fille du comte Erchanger, est la femme de l'empereur carolingien Louis II (825-875) et la belle-mère dès 876 de Boson (roi de Provence de 879 à 882/887), nommé abbé de Saint-Maurice par Charles le Chauve en 869.

<sup>40</sup> *Vita Bernwardi, episcopi Hildesheimensis, auctore Thangmaro*, édité par G. H. PERTZ dans *MGH, Scriptorum* 4, Hanovre 1841, p. 771, chapitre 27, entre le 20 février et le 10 avril 1001: [Bernwardus], Octodorum praetergressus, Agaunum adiit, ibique a Rodulfo, rege Burgundiae, liberalissime excipitur; qui tradidit episcopo in proprietatem infra Papiam cum manuscripto tres cultiles et sua subscriptione anulique impressione roboravit.

le comte Aubry (de Mâcon) et ses fils, Leuthold et Humbert, reçoivent de l'abbaye l'église Saint-Pierre construite à la Chaux-d'Arlier près de Pontarlier, les fisco de *Frascono* (Frasne), de *Chivriciaco* (localité inconnue), une moitié de *Froscingo* (Froczens), une partie de Salins et la part que possédait la *turma Jurensis* à Oseyas (Usiers). Un an plus tard, le 28 mars 943, le prévôt *Mainnerius* accorde, sous des conditions semblables, à une personne non nommée (sans doute de nouveau le comte Aubry de Mâcon) et à sa femme Adèle d'autres droits à Salins, la *potestas Arecii* (la pauté d'Aresche) avec l'église de Saint-Meylan, l'église Saint-Maurice de *Camblacio* (Chamblay)<sup>41</sup>. Bien que ces revenus aient été donnés en prestatre, les sires de Salins en rendront par la suite assez régulièrement hommage à l'abbaye, soit entre 1169 et 1175, en 1199, en 1225, en 1237, en 1260, en 1272, et ainsi de suite jusqu'en 1480<sup>42</sup>. Voilà qui démontre, soit dit en passant, qu'une aliénation à titre précaire n'est pas aussi défavorable qu'on ne le dit à la conservation du domaine abbatial. Ces actes d'hommage nous montrent que ce bien féodal s'étend au XIII<sup>e</sup> siècle sur le château de Cicon et sur la vallée de Vennes, en vertu sans doute de legs ultérieurs. Quant à la région de Laval-le-Prieuré, elle est donnée en 1182 à l'abbaye de Montbenoît, autre monastère de chanoines suivant la règle de Saint-Augustin. En 1327, en ville de Bracon, un hôpital est fondé par Jean de Bourgogne, sire de Salins, fondation qui vivotera sous l'aile protectrice de Saint-Maurice jusqu'à la fin du XV<sup>e</sup> siècle<sup>43</sup>.

En Genevois, nous trouvons quelques domaines isolés à *Sorceto* (Cercier?), à *Mulbeengi* (Vulbens près de Saint-Julien), à *Pelciaco* (Peissy GE), etc.<sup>44</sup> Un premier groupe de propriétés apparaît au sud du lac Léman, à *Maximiaca* (Massongy), à *Mustiniaco* (Montigny), à *Essavenai* (Excenevex), à *Bonus* (Bons-en-Chablais), à *Margingeto* (Margencel), à *Siciaco* (Sciex), à *Alingo* (Allinges) et à *Marins* (Marin)<sup>45</sup>.

<sup>41</sup> Ces deux actes sont édités dans *MGH, Reg. Burg.*, 206-209 n° 64 et 65, 3 juillet 942 et 28 mars 943. La Chaux, ct. de Montbenoît; Frasn, Bians-les-Usiers, Goux-les-Usiers, ct. de Levier, arr. de Pontarlier, Doubs; Chamblay, ct. de Villers-Farlay; Aresche, ct. de Salins-les-Bains; Salins-les-Bains, ch.-l. de ct., arr. de Lons-le-Saunier, Jura. Il existe un lieu-dit Champs-Saint-Maurice, près de La Chaux, cf. PAHUD, 159-160 n° 51, 5 mars 1027. Froczens: ce lieu, non identifié précisément, situé près de Pontarlier, apparaît aussi dans le cartulaire de Romainmôtier, v. PAHUD, 156-157 n° 49, 7 mai 1013.

<sup>42</sup> AAbSt-Maurice, 57/2/3, entre 1169-1175; 57/2/2, entre 1169 et 1175; 57/2/4, 1199; 57/2/17, janvier 1225 (n.s.); *Liber Burgundiae*, f. 16r, janvier 1225 (n.s.); 57/2/5, 2 octobre 1237; 57/2/6, 2 mai 1260; 57/2/8, 23 mars 1272 (n.s.); 57/2/9, 24 mars 1272 (n.s.); 57/2/10, 31 juillet 1278, 57/2/11, 1<sup>er</sup> août 1278; 57/2/12<sup>1</sup>, édités par BECCI, 72 n° 30; 74-75 n° 31; 128-129 n° 57; 195-196 n° 97; 197 n° 97b; 234-235 n° 118; 361 n° 187; 510-511 n° 267; 511-512 n° 268; 557 n° 290; 558-560 n° 291; 680-681 n° 352.

<sup>43</sup> AAbSt-Maurice, 57/3/1, 57/3/2, 57/3/3, 16 août-2 novembre 1327. Miège, ct. de Nozeroy; Bracon, ct. de Salins-les-Bains, arr. de Lons-le-Saunier, Jura; château de Cicon, comm. Vancians, ct. de Vercel-Villedieu-le-Camp; Vennes, ct. de Pierrefontaine-les-Varans, arr. de Besançon; Laval-le-Prieuré, ct. du Russey, arr. de Montbéliard, Doubs.

<sup>44</sup> *HPM, Chartarum* 2, 68-69 n° 53, sans date; *MGH, Reg. Burg.*, 241-242 n° 90; 348-349 n° 169, sans date. Cercier, ct. de Cruseilles, arr. de Saint-Julien-en-Genevois; Vulbens, arr. et ct. de Saint-Julien-en-Genevois, Haute-Savoie. *HPM, Chartarum* 2, 64 n° 46, sans date.

<sup>45</sup> *HPM, Chartarum* 2, 67 n° 51, sans date; 75-77 n° 64-66, sans date; 68-69 n° 53, sans date; *MGH, Reg. Burg.*, 117 n° 15, entre 888 et 890; 350-351 n° 171, entre 1025 et 1030; *HPM, Chartarum* 2, 130-131 n° 105, 13 octobre 1039. L'église de Massongy, reprise au XII<sup>e</sup> siècle par l'abbé Rodolphe, restera pendant longtemps dans le giron abbatial. A ce propos, v. AAbSt-Maurice, 2/2/9<sup>1</sup>,

Au nord du lac, entre Genève et Lausanne, le domaine abbatial comprend, à proximité de la rive, Commugny (que l'on déjà vu), *Prihoiam* (Perroy VD), au pied ou au flanc du Jura, *Chiseras* (Chéserey VD), *Gemella* (Gimel VD), *Mauras* (Mauraz VD), *Quarningis* (Cuarnens VD), ainsi que plusieurs localités situées sur le plateau bordé par les deux cours d'eau de l'Aubonne et de la Venoge (Aclens VD [*Astelgus*], Allens VD [*Arlens*], Colombier VD [*Columberio*], Sévery VD [*Severiaco*])<sup>46</sup>. Au Lavaux, *Lustriaco* (Lutry VD), *Eramius* (Aran, commune de Villette VD) et *Cardona* (Chardonne VD) dépendent de Saint-Maurice; dans la Veveyse, *Castellum* (Châtel-Saint-Denis FR)<sup>47</sup>.

Dans un quadrilatère limité par les villes actuelles de Fribourg, de Moudon, d'Oron et de Bulle, on dénombre plus d'une vingtaine de localités qui se trouvent dans la mouvance de Saint-Maurice. A l'intérieur de ce territoire, somme toute assez restreint, on compte Boulens VD (*villa Boslingi*), Chénens FR, Esmonts FR (*in villa Mons*), Ferlens? FR (*Fredingis*), Grenilles FR (*Granecglis*), Lovatens VD (*Lovatingis*), Marsens FR (*Marsingis*), Massonnens? FR (*Mansaningis*), Maules FR (*Molas*), Middel FR (*Mildes*), Morlens FR (*Morlingis*), Moulins FR (*ad Molinum*), Neirigue FR (*Nigraincut* qu'il faudrait lire ici *Nigri iwi*), Rosé près d'Avry-sur-Matran FR (*Rausetus*), Rue FR (*Roda*), Sarzens? VD (*Sarningis*), Siviriez FR (*Severiaco*), Syens VD (*Ciens*), Tornay FR (*Taurnico*), Villaraboud? FR (*Villar Abonoio*), Villaranon FR (*Villare Adone*), Vuadens FR (*Uuadingis*), Vuarmarens FR (*Vualmarengi*), Vuisternens FR (*Uuinterningis*), etc.<sup>48</sup>

Signalons encore quelques domaines situés en terre germanique ou dans des comtés à cheval sur la frontière linguistique (tel celui de Bâle): *Corlignino* (Cournillens FR), *Donaterio* (Donatyre VD), *Nuerolus* (Nugérol, aujourd'hui Le Landeron NE et La Neuveville BE), *Aneske* (localité inconnue), *Gulata* (Golaten BE), *Lissa* (Lyss BE), *Mulinberc* (Mühleberg BE), *Chunicis* (Köniz BE), *Suuar-cenburc?* (Schwarzenburg BE), *Opolingis* (Oppligen BE)<sup>49</sup>.

14 mars 1179 (n.s.); tiroir 83, f. 5-6v, 6 juin 1189; 2/1/10, f. 1r-2v, 1 avril 1196; 2/1/10, 6 mars 1260, édité par BECCI, 78-81 n° 33; 88-90 n° 38; 104-107 n° 46; 356-360 n° 186. Massongy; Excenevex; Bons-en-Chablais, ct. de Douvaine; Montigny, hameau de Maxilly-sur-Léman, ct. d'Evian-les-Bains, arr. de Thonon-les-Bains; Margencel; Sciex; Allinges, ct. et arr. de Thonon-les-Bains, Haute-Savoie.

<sup>46</sup> *MGH, Reg. Burg.*, 342 n° 162, sans date; 214-215 n° 74, entre 979 et 993; 110 n° 11, 14 avril 910; 330-331 n° 149, 26 octobre 1001; 332-333 n° 151, 25 juin 1002; PAHUD, 87-88 n° 6, 20 mars 1011.

<sup>47</sup> *HPM, Chartarum* 2, 69-70 n° 54-55, sans date; *MGH, Reg. Burg.*, 327-328 n° 147, 26 mai 1000.

<sup>48</sup> ZUFFEREY, Karte 2b. Pour *Nigraincut* qu'il faudrait lire *Nigri iwi*, voir Ernest MURET, «Villare Adone et Nigraincut», dans *RHS* 1, 1921, pp. 210-211.

<sup>49</sup> *HPM, Chartarum* 2, 69-70 n° 55; 66-67 n° 50; 110 n° 91, sans date; *MGH, Reg. Burg.*, 347-349 n° 168-169, sans date; *HPM, Chartarum* 2, 91 n° 80, 14 février 1005; *MGH, Reg. Burg.*, 337 n° 156, 6 juin 1009, qui lit *Anestrierie* où je lis *Aneske*. Pour Lyss, voir Frédéric de GINGINS-LA SARRA, «Note sur un nouveau comté de la Bourgogne allémanique mentionné dans une charte de Saint-Maurice en Valais de l'an 1009», dans *MDR* 20, 1865, 384-390. Pour \**Suuar-cenburc*, voir l'explication dans *MGH, Reg. Burg.*, 297 n° 123, note e.

Curieusement, au cours de cette période, nos sources se montrent fort discrètes à propos de la Vallée du Rhône: des terres entre la Morge et la Lizerne, données en 1001 par un certain *Gauslinus*, complètent l'antique *curtis* de Conthey<sup>50</sup>. Faisant peut-être aussi partie de l'ensemble contheysan, un manse situé à *Nenda* (Nendaz), un champ et un pré situé à Haute-Nendaz sont donnés en prestatre le 19 mars 985 à Erembert et à son fils Azo. Nendaz continue par la suite à être l'objet des préoccupations de l'abbaye, car un conflit la sépare de l'évêque de Sion à propos de l'église du lieu. Il se termine en 1163/1168: Saint-Maurice cède à l'évêque Amédée ce sanctuaire avec toutes ses appartenances et reçoit en échange la paroissiale Saint-Sigismond de la ville de Saint-Maurice. Malgré ce règlement, jusqu'en plein Moyen Âge, l'abbaye détient de nombreuses tenures à Sornard, à Baar, à Brignon, à Beuson, à Fey, ainsi que le plaid de Clèbes. Entre 1206 et 1209, elle achète même à la noble dame Aude tout son fief situé dans ce village<sup>51</sup>.

En aval, un autre ensemble apparaît à cette époque. Il s'agit des villages de Salvan, d'Ottans et d'Ottanel. On a souvent confondu Ottans et Ottanel. Il s'agit en fait de deux localités distinctes. Un acte de 1252 conservé dans le *Minutarium Majus* montre que le territoire d'Ottanel s'étend du pont *dol Triuns* (du Trient) au cours d'eau dit *Solunci* (Salanfe), ce qui correspond à l'actuel territoire de Vernayaz<sup>52</sup>. Quant à Ottans, ses habitants n'ont pas le droit en 1298 de mener paître leur bétail en aval du cours du Trient, ce qui indique que leur village, depuis longtemps disparu, se trouve au pied des éboulis appelés aujourd'hui Mont d'Ottans. Selon un acte de 1262, ce territoire est limité en amont par la Dranse<sup>53</sup>.

Ottans est cité une première fois en 1011 lorsque Saint-Maurice donne à *Rocelinus* et à sa fidèle compagne, *Amandola*, une terre à *Autannis* près d'Octodure avec toutes ses appartenances, bâtiments édifiés ou à construire, dépôts, champs, prés, pâquiers, forêts, plans d'eau, cours d'eau, alpages, droits de chasse, routes et chemins en montagne ou en plaine<sup>54</sup>. Des droits étendus sont donc attachés à cette localité. Par la suite, l'abbaye y conserve des tenanciers, dont les redevances sont perçues en grande partie en faveur de la sacristie<sup>55</sup>.

<sup>50</sup> MGH, Reg. Burg., 330-331 n° 149, 26 octobre 1001. Les lieux-dits *Anassis* et *Montillis*, situés entre ces deux cours d'eau, n'ont pu être identifiés.

<sup>51</sup> MGH, Reg. Burg., 179 n° 50, 19 mars 985; *Chartes sédunoises*, 363-365 n° 15, entre 1162 et 1178. AAbSt-Maurice, 7/4/2, entre 1206 et 1209, édité par BECCI, 147 n° 69. V. aussi DUBUIS-LUGON 3, p. 99.

<sup>52</sup> AAbSt-Maurice, *Minutarium Majus*, p. 112 n° 465, p. 54 n° 265, 1252, édité par BECCI, 292 n° 151. Il s'agit sans doute de l'acte que Joseph MARIÉTAN, *La Juridiction spirituelle de l'abbaye de Saint-Maurice*, Saint-Maurice 1925, p. 17 note 2, date par erreur de 1215.

<sup>53</sup> GREMAUD, 514-516 n° 1111, 4 août 1298; AAbSt-Maurice, 16/5/4, 14 septembre 1262, édité par BECCI, 391-392 n° 205.

<sup>54</sup> MGH, Reg. Burg., 261 n° 103, 1011: *in loco que dicitur Autannis prope Octodorum cum omnibus inibi habentibus et pertinentibus, videlicet edificatis et edificandis edificiis, sediminibus, campis, pratis, pascuis, silvis, aquis aquarumque decursibus, alpibus, venationibus, viis et perviis, in monte et in plano.*

<sup>55</sup> AAbSt-Maurice, 60/3/56, 1383 et la série 16/8.



En ce qui concerne Salvan et Ottanel, la première mention est moins précise: entre 1025 et 1031, l'abbé et le prévôt concèdent à *Tipoldus*, diacre et chanoine de Saint-Maurice, et à ses trois fils, entre autres choses, tout ce qui appartient à l'institution monastique entre Trient et Salanfe et au mont Salvan<sup>56</sup>. La région passe dès lors sous le contrôle d'une famille seigneuriale. A la fin du XI<sup>e</sup> siècle, ses détenteurs se nomment Anselme d'Allinges, puis Conon, son frère. Leur successeur et frère, Girard, rend cependant Salvan à l'abbaye à condition que son fils, Anselme, chanoine et chantre, dispose de ces revenus sa vie durant. A la mort de ce dernier, son frère, Girard, s'en empare à son propre profit, sans prêter attention à la sentence d'excommunication que l'abbaye fait peser sur lui. Un jugement, prononcé à Agaune, ne parvient pas à le faire fléchir. Il meurt d'ailleurs quelques jours plus tard. Son frère, Pierre, ne tient d'abord aucun compte des prétentions des religieux, puis cède à leurs injonctions. Mais, Gui, autre frère de Pierre, ne peut se résigner à cet abandon et continue à inquiéter l'abbaye à ce sujet. Convaincu par l'archevêque Pierre de Tarentaise et par ses suffragants, il fait enfin pénitence le 11 mars 1138 et voit son excommunication levée<sup>57</sup>. Après avoir été ainsi réuni de haute lutte au domaine abbatial, Salvan restera l'une des terres où l'abbaye sera le mieux implantée. Saint-Maurice y détiendra la seigneurie temporelle jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Quant à sa juridiction spirituelle, elle s'y exerce toujours actuellement.

En 1003, le chanoine *Rocelinus*, et sa compagne *Amandola*, que nous avons déjà rencontrés à propos d'Ottans, reçoivent pour deux générations un chésal appartenant au cloître et au bourg de Saint-Maurice. Ce chésal touche d'un côté le chemin public, d'un autre un deuxième chemin qui tend du bourg au monastère, d'un troisième côté le sentier qui, du clos, mène au cloître et, du quatrième côté, le chésal de l'évêque Anselme d'Aoste, par ailleurs prévôt du monastère. Voici la première description de la cité d'Agaune et de ses alentours. L'abbaye détient en outre un manse à Saint-Maurice, qu'elle cède entre 1025 et 1031 au chanoine Tipold et à ses fils. Ce domaine s'étend tant en plaine qu'en montagne. Un acte de 1046 précise que cette montagne s'appelle *Verolsa* (Vérossaz). L'abbaye de Saint-Maurice détient de nombreux biens dans la localité où elle est implantée, mais, l'importance stratégique majeure du lieu l'empêche de y dominer pleinement. Elle doit toujours partager son autorité avec d'autres<sup>58</sup>.

<sup>56</sup> *MGH, Reg. Burg.*, 351 n° 171, entre 1025 et le 22 juin 1031: *quicquid habere visus est inter fluvios duos qui vocantur Trioncia et Salontia et in monte Salvano*. Salvan (écrit ici *Salvano*) est la forme populaire d'un \**Silvanum* antique (avec «i» bref). Or cette forme ancienne se trouve dans les deux versions les plus récentes de l'«acte de fondation» de Saint-Maurice. Ces documents perpétuent le latin classique et remontent à des originaux du VI<sup>e</sup> siècle, qu'ils ont sans doute copiés. Le «i» bref se changeant en «e» fermé dès le III<sup>e</sup> siècle à Rome (sans doute un peu plus tardivement en province), les possessions de Saint-Maurice à Salvan paraissent donc de la plus grande antiquité (communication de Wulf Müller).

<sup>57</sup> AAbSt-Maurice, 15/2/29, 11 mars 1138, édité par BECCI, 15-20 n° 7.

<sup>58</sup> *MGH, Reg. Burg.*, 334 n° 152, 1 juillet 1003: *quendam casalem ... in burgo Sancti Mauricii et in claustra conjacentem, terminantem vero de una parte in via publica, ex alia autem parte in secunda via que tenditur de burgo ad monasterium, de tercia vero parte in semita que protenditur de clausa in claustrum, ex quarta autem in Anselmi episcopi casale*. *MGH, Reg. Burg.*, 351 n° 171, entre 1025 et 1031: *in ipso loco Sancti Mauricii in plano et in monte mansum unum*. V. aussi HPM, *Chartarum* 2, 142 n° 112, 22 février 1046: *mansum unum in eodem Agauno ... in plano et in monte Verolsa*.



Nous terminons notre tour d'horizon du patrimoine abbatial dans la plaine du Rhône par quelques points d'interrogations. La *Condamina* citée le 23 septembre 983 est-elle bien la Condémine sise près de Choëx, sur un coteau surplombant Monthey? Ce toponyme est trop courant pour que cette solution soit adoptée sans peine. Nous pouvons faire la même remarque à propos de *Verneto* (Vernet) mentionné en 999 que certains placent en terres montheysannes. Le lunage sis à *Visinado* cité dans le même acte doit-il se situer à Vésenau près de Vérossaz ou de Monthey? Il est impossible de répondre de façon satisfaisante à cette question<sup>59</sup>.

En résumé, nous sommes surpris par la discrétion relative de nos sources à propos du Valais. D'autres régions sont nettement mieux représentées, comme, par exemple, le comté d'Ogoz. Est-ce le signe de la faiblesse de l'implantation de l'abbaye en vallée du Rhône ou au contraire de sa réticence à effectuer des transactions immobilières pour ses domaines les plus proches?

## La donation de 1018

La plupart des documents que nous avons jusqu'ici étudiés décrivent la gestion courante d'un patrimoine temporel abbatial: achats, ventes, cessions en pres-taire de quelques manses. Au cours de cette période, un seul acte est d'une plus grande portée: en 1018, le roi Rodolphe III donne ou plutôt rend une série de fisco que lui ou ses prédécesseurs avaient retenus indûment. Trois versions de ce texte se présentent à nous:

- un original conservé aux Archives de l'abbaye de Saint-Maurice,
- une copie du XII<sup>e</sup> siècle à lui annexée
- une transcription dans le cartulaire de Saint-Maurice, qui, nous l'avons vu plus haut, a été rédigé au début du XIII<sup>e</sup> siècle<sup>60</sup>.

Il convient tout d'abord d'examiner la date de ce document, qui pose problème: le chancelier *Amizo* a écrit ce précepte, nous dit-il, l'an de l'incarnation de Notre Seigneur 1014, la 24<sup>e</sup> année du règne du roi Rodolphe, le samedi 15 des calendes de mars (15 février), âge de la lune 18, indiction première<sup>61</sup>. La notation de l'année (1014) est en contradiction manifeste avec les autres éléments de datation, c'est pourquoi un archiviste de l'abbaye ou quelque autre lecteur de l'original l'ont corrigée en 1017 (en lisant les deux premières barres du chiffre romain XIII comme un V ce qui donne XVII). Cependant, cette solution ne donne pas non plus satisfaction. En partant du principe que le jour de la semaine et le quantième du mois sont les notations à propos desquelles un rédacteur se trompe rarement, essayons de trouver un samedi 15 février aux environs dans la deuxième décennie de l'an mille. 1018 correspond à cette exigence; en outre, cette année est caractérisée par l'indiction 1. Le roi vit alors la 25<sup>e</sup> année de son règne, mais on peut

<sup>59</sup> MGH, Reg. Burg., 177-178 n° 49, 23 septembre 983; 234 n° 84, 3 janvier 999.

<sup>60</sup> Édité dans MGH, Reg. Burg., 274-276 n° 112, 15 février 1018. Pour la datation du cartulaire, v. ci-dessus note 12.

<sup>61</sup> MGH, Reg. Burg., 274-276 n° 112: *Amizo cancelarius ... hoc scripsit preceptum anno Dominice incarnationis millesimo XIII, regni vero regis Rodulfi XXIII, die sabbati XV kal. mar., luna XVIII, indictione prima.*

accepter cette erreur, puisqu'il ne s'agit d'une différence de moins de quatre mois. Pour l'âge de la lune, *Amizo* s'est trompé d'une semaine complète, le quantième 18 correspondant au samedi 8 février qui précède le 15. Là encore, on peut parfaitement comprendre une telle inexactitude. Quant à l'année, il est plus difficile de se faire une opinion. Soit *Amizo* a fait une grossière erreur de calcul, soit il faut changer un I par un V (XIII devant être lu XVIII).

Or, à cette période, des événements très importants pour l'avenir du royaume de Bourgogne se déroulent: à la suite d'une révolte en Italie contre l'autorité impériale, dans laquelle certains membres de la haute noblesse bourguignonnes sont impliqués, l'empereur Henri II demande au roi Rodolphe de se rendre auprès de lui. La réunion a lieu à Strasbourg en été 1016. L'entrevue paraît avoir été des plus cordiales et se termine par un accord selon lequel l'empereur reçoit, conformément à une transaction antérieure, l'expectative de la succession du royaume de Bourgogne. Rodolphe reste ainsi jusqu'à sa mort maître de ses domaines, sauf à en référer à l'empereur pour les affaires importantes. Quant au félon qui s'activait contre l'autorité d'Henri II en Italie (tout semble désigner Otte-Guillaume, comte de Bourgogne), l'empereur aura tout loisir de prendre ses fiefs et de les distribuer à ses propres fidèles.

Nous ignorons les clauses exactes de cet arrangement, mais il semble que Rodolphe ait promis de le faire confirmer par les grands du royaume. Or, ceux-ci, non seulement ne mettent aucun empressement à y souscrire, mais encore réussissent à convaincre le roi de renoncer à transmettre son autorité à l'empereur après son décès. En outre, Rodolphe III n'exige d'eux qu'une fidélité à sa propre personne.

Apprenant cela, l'empereur Henri II, qui n'envisage pas de perdre ce qui lui a été promis, juge nécessaire une nouvelle entrevue. Elle a eu lieu à Mayence en février 1018. Les conventions de 1016 y sont solennellement renouvelées et, pour bien marquer que désormais l'empereur est désigné comme successeur légitime de Rodolphe, ce dernier lui remet symboliquement son sceptre et sa couronne. On peut penser que l'entrevue s'est déroulée dans les premiers jours du mois de février, car Henri II signe un document à Mayence le 8 dudit mois. Le 15 février 1018, lorsqu'il passe l'acte de donation en faveur de Saint-Maurice, Rodolphe III vient de rentrer de son voyage en Allemagne. On peut ainsi se demander si les deux événements ne sont pas liés, si Rodolphe n'a pas voulu redonner tout son lustre au centre religieux de son royaume, en contrebalançant ainsi les concessions qu'il avait dû consentir à son neveu, l'empereur.

Le préambule du privilège de 1018, quant à lui, n'évoque que des motivations religieuses à son acte. Même si, dit-il, il est plus facile à un chameau de passer par le chas d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le royaume des cieux, le sacrifice du Christ sur la Croix nous donne le moyen de notre salut. Il nous enseigne en outre de nous faire des amis avec les richesses de ce monde, afin d'être reçu dans la béatitude éternelle lorsqu'elles nous manqueront<sup>62</sup>. Par son geste, il

<sup>62</sup> Ce préambule s'inspire largement de passages bibliques, en particulier de Matthieu 19/24 et de Luc 16/9.

désire aussi être utile tant à son âme qu'au royaume. L'initiative ne semble pas provenir de lui-même, car il déclare agir à la demande de ses fidèles. Voilà peut-être deux indices laissant entrevoir des motifs politiques à sa donation, même s'il faut tenir compte, pour les évaluer, de la phraséologie courante dans un tel type d'acte.

Cette donation a été faite solennellement, devant une assemblée de laïcs et de religieux. Les comtes sont en petit nombre, dernier carré des fidèles à la monarchie rodolpheine: *Robertus*, comte de Genève, *Rodulfus*, peut-être comte de Viennois, et le comte *Bertoldus*, dont on ignore le lieu du gouvernement. Par contre, 5 évêques ont conseillé le roi: Hugues de Sion, Henri de Lausanne, Hugues de Genève, Bourcard de Lyon et Anselme d'Aoste. Il faut ajouter à cette liste d'ecclésiastiques *Pandulfus*, qui semble avoir une place éminente dans la communauté monastique d'Agaune<sup>63</sup>. L'origine de ces hauts personnages nous donne peut-être un aperçu de l'étendue du territoire que le roi de Bourgogne contrôlait encore effectivement à cette époque.

D'ailleurs les biens qu'il donne à Saint-Maurice ne sont pas très éloignés du monastère bénéficiaire. Ils se situent autour du bassin lémanique et en Bas-Valais, sans doute indice d'une restriction du pouvoir royal dans la région la plus centrale du royaume, soit l'espace compris entre le Jura et les Alpes et les voies de passage alpin de la Suisse occidentale.

Examinons plus en détail cette nomenclature:

Rodolphe commence par céder le fisc de *Sigiciacum*. Traditionnellement, on considère que ce terme latin désigne le village vaudois de Signy, près de Nyon<sup>64</sup>. Malheureusement, les règles les plus élémentaires de l'évolution phonétique s'y opposent catégoriquement. Si c'était une forme de l'Antiquité classique, *Sigiciacum* aurait donné \*Sizier<sup>65</sup>. Comme nous avons un original sous les yeux, on ne peut imputer à un copiste distraît ou mauvais paléographe une transcription approximative de ce mot. Il nous faut donc trouver une autre solution à ce problème. Nous pensons pour notre part que *Sigiciacum* est une forme aberrante de *Sigiacum*, qui désigne le village de Sciex sis au sud du Lac Léman. En effet, nous avons vu plus haut que Saint-Maurice possède dans la région de nombreuses possessions. En outre, le 31 mars 994, Rodolphe III s'y arrête et y passe un acte en faveur de l'abbaye. Réside-t-il dans un domaine royal ou abbatial? Cette unique mention ne nous permet pas d'en décider. De toutes façons, l'abbaye détient postérieurement au moins un manse dans le fisc de Sciex, au village de Filly, que, entre 1025 et

<sup>63</sup> *MGH, Reg. Burg.*, p. 56.

<sup>64</sup> *MGH, Reg. Burg.*, Index, 445; dans MOTTAZ 2, 663, on se contredit: dans «Histoire», Maxime Reymond indique qu'en 1017 [ancienne datation, lire 1018] Signy est donné à l'abbaye de Saint-Maurice, alors que, dans le même article, Muret, chargé de noter les formes anciennes de ce toponyme, signale qu'il apparaît une première fois en 1166 sous la forme de *Signei*. Si ce linguiste distingué ne retient pas la citation de *Sigiciacum* en 1018, c'est qu'il est bien conscient que ce terme ne peut donner Signy en français.

<sup>65</sup> Nous devons ces indications à l'obligeance de Monsieur Wulf Müller.

1031, l'abbé donne en bénéfice au chanoine Tipold et à ses enfants<sup>66</sup>. C'est peut-être ainsi que ce domaine quitte le patrimoine abbatial, car il n'en est plus question par la suite.

En deuxième lieu, le roi rend ou donne *Lulliacum*. Quatre localités pourraient correspondre à ce terme: Lully en Savoie, Lully GE, Lully VD et Lully FR. Des sources postérieures montrent qu'il s'agit du village vaudois. L'abbé Rodolphe y construit une grange au milieu du XII<sup>e</sup> siècle. Dès lors, ce centre gère des revenus provenant de divers villages sis entre les deux rivières de la Venoge et de l'Aubonne. Nous avons vu plus haut que Saint-Maurice possède depuis longtemps des droits importants dans cette région. Cette terre restera en mains agaunoises jusqu'à la conquête du Pays de Vaud par les Bernois et jusqu'à la Réforme. L'abbé Miles, pour reconstruire le monastère de Saint-Maurice détruit par le feu, y vendra tous ses droits en 1564<sup>67</sup>.

Nous ne nous arrêtons pas sur le cas de Commugny, dont nous avons déjà parlé précédemment.

En 1018, la moitié de *Puliacum* (Pully VD) est dévolue à l'abbaye. En fait, dès 994, ce village avait déjà été réclamé par Bourcard, prévôt de Saint-Maurice, car le défunt roi Conrad l'avait donné à la fin de sa vie pour son âme. Rodolphe III y avait consenti, mais cette concession n'était cependant jamais entrée en vigueur, car d'autres pouvaient prétendre à cette possession. En effet, Payerne y détient l'église, depuis la deuxième moitié du X<sup>e</sup> siècle en vertu de deux faux, que l'on appelle le «testament de la reine Berthe». En 1089, l'empereur cède à l'évêque de Lausanne la moitié de cette localité qui provenait des biens de Rodolphe de Rheinfelden. On voit en 1368 que l'autre moitié de la juridiction appartient à Aimon de Genève, sire d'Anthon. On ne sait laquelle des deux parts a été donnée à Saint-Maurice (sans doute celle devenue épiscopale). Si l'abbaye reçoit la totalité de Pully en 994, la moitié en 1018, son domaine s'y limite par la suite à quelques biens-fond isolés (qui d'ailleurs peuvent provenir d'autres legs)<sup>68</sup>.

*Auronum* (Oron VD) apparaît pour la première fois dans la donation du roi Rodolphe III. Quelques années après, cette localité est enlevée à l'abbaye par des prélats. En 1049, le pape Léon IX en ordonne la restitution. Ce qui eut bien lieu, car Saint-Maurice le détient sans conteste dès 1137, lors de la cession d'un bois à l'abbaye d'Hautcrêt. Un *minister*, sans doute l'ancêtre des mayors du lieu, y gère dès 1164 une grange, avec droit de juridiction et un gibet. Ce n'est qu'en 1671 que le canton de Berne se trouve seul maître de ce village<sup>69</sup>.

<sup>66</sup> MGH, Reg. Burg., 222-223 n° 77, 31 mars 994; 351 n° 171, entre 1025 et 1031.

<sup>67</sup> HS IV/1, p. 316, p. 484. MOTTAZ 2, p. 164, RODUIT 3, p. 123.

<sup>68</sup> MGH, Reg. Burg., 197-201 n° 55, 1 avril 961; 222-223 n° 77, 31 mars 994; v. aussi HS III/2, pp. 392-394, p. 397 et MOTTAZ 2, pp. 503-504.

<sup>69</sup> AAbSt-Maurice, 2/2/3, vers 1050; v. à ce sujet Maxime REYMOND, «Oron et l'abbaye de Saint-Maurice», dans *Revue historique vaudoise* 40, 1932, pp. 29-40.

Près de Bulle, la *potestas* de *Vuadengis* (Vuadens FR) et de *Bedolosci* (Bouloz FR) se situe au centre d'une région où l'abbaye était déjà richement possédée. Le nom de Vuadens apparaît d'ailleurs dès 930 dans un acte de précaire en faveur de Turimbert, de sa femme et de sa fille. Dès le XII<sup>e</sup> siècle, l'abbaye y tient un plaid général. Elle doit cependant partager cette terre jusqu'en 1221 avec la famille seigneuriale de Corbières. En 1317, cette localité est échangée avec le comte de Vaud, Louis de Savoie, contre des biens proche d'Oron<sup>70</sup>.

Au bord du lac Léman, à *Vivesio* (Vevey VD) le roi restitue le *placitum*, c'est-à-dire le droit de mutation, avec tout le revenu, savoir le cens des hommes. Cette soumission à l'abbaye ne devait pas durer puisqu'il n'en est plus question après 1018. De même, à *Lustriacum* (Lutry VD), Saint-Maurice ne conservera pas longtemps ce que Rodolphe lui donne. Un seul fief, cédé en prestance à la fin du X<sup>e</sup> siècle à *Maginerius*, à sa femme et à ses trois fils, semble avoir subi sans dommage l'épreuve du temps. Il passe sans doute aux mains de Berthe, épouse de Humbert de Prangins, qui le reprend en précaire en 1142. Ce domaine fait retour à Saint-Maurice à la mort de leur fils, Guillaume de Prangins. Le monastère le cède enfin en 1263 au prieuré bénédictin de Lutry à la suite d'un échange<sup>71</sup>.

Par contre, à *Vobreium* (Vouvry), les droits abbatiaux perdurent jusqu'à la fin du Moyen Âge malgré quelques démêlés. Après la réforme canoniale, un arbitrage de l'évêque de Sion, Louis, permet vers 1157 à l'abbaye de s'y défendre efficacement contre les prétentions des sires de la Tour. Quelque temps plus tard, Humbert de Savoie, y restitue à l'abbaye tout ce dont il s'était emparé en ce lieu ainsi que le plait indûment perçu de Guillaume de La Tour et qui aurait dû normalement revenir à l'abbaye, détentrice des droits seigneuriaux. En 1280, une autre sentence arbitrale fixe de façon précise les droits des comtes de Savoie et ceux de l'abbé à Vouvry. On y apprend que tous les hommes de cette localité (sauf un appartenant aux sires de La Tour et un autre aux Savoie) dépendent de l'abbaye. Vers 1520, le duc de Savoie donne en échange de Vouvry l'église de Beaufort en Savoie, mais la conquête de Monthey par les Hauts Valaisans rend le village à Saint-Maurice, qui ne cédera ses prérogatives qu'en 1638<sup>72</sup>.

A Ollon, le domaine s'étend au moins sur trois manses en direction de Villey et, sans doute, sur un autre à *Evurna* (Yvorne VD)<sup>73</sup>. Vouvry et Ollon sont cités plusieurs fois ensemble, car le vidomnat abbatial semble être commun aux deux localités au XII<sup>e</sup> siècle. Cependant, à Ollon, la relative grandeur du territoire abbatial permet d'y créer une maison. Son recteur remplit dès le XV<sup>e</sup> siècle le rôle de curé de la paroisse. La Réforme, imposée par les Bernois en 1528, va évidemment

<sup>70</sup> *MGH, Reg. Burg.*, 130 n° 26, 18 avril 930. AAbSt-Maurice, 50/1/1, 20 décembre 1221; 50/1/3, 18 septembre 1291, édités par BECCI, 184-185 n° 89; 732-734 n° 379. AAbSt-Maurice, 50/1/7, 21-30 juillet 1317.

<sup>71</sup> *MGH, Reg. Burg.*, 241-242 n° 90, entre 993 et 1001. AAbSt-Maurice, *Liber Vallis Illiacae*, p. 32, 23 juin 1142; 79/1/2, août 1263, édités par BECCI, 23-24 n° 9; 397-400 n° 208.

<sup>72</sup> AAbSt-Maurice, 41/1/1, 3 avril 1157; 8/1/3, entre 1157 et 1173; 27/1/1, 5 novembre 1280, édités par BECCI, 48-50 n° 19; 65-66 n° 26; 587-589 n° 305. v. Clovis LEVET, «Vouvry à travers les âges», dans *Petites Annales valaisannes* 5, 1930, pp. 29-38. Beaufort, arr. d'Albertville, Savoie.

<sup>73</sup> *MGH, Reg. Burg.*, 350-351 n° 171, entre 1025 et 1031.

changer profondément la situation. Les droits ecclésiastiques sur l'église sont abandonnés, les biens patrimoniaux peu à peu cédés, le droit de taille racheté par la commune en 1636<sup>74</sup>.

Le hameau proche de *Villia* (Villy) n'apparaît que rarement dans la liste des possessions abbatiales. Dans l'original de l'acte de 1018, ce nom (comme celui de Naters qui le suit) est d'ailleurs écrit sur un grattage<sup>75</sup>, alors qu'il est remplacé par *Luchiam* (Loèche) dans la copie du XII<sup>e</sup> siècle (aussi sur un grattage) et dans le cartulaire de Saint-Maurice. Il convient de se demander s'il faut lire à cet endroit Villy ou Loèche. En fait, l'acte de 1018 a été rédigé par un membre de la communauté d'Agaune, *Amizo*, chancelier de l'abbaye au nom de l'archichancelier Anselme. Cet homme connaissait donc fort bien la géographie de la région et on ne peut lui imputer une erreur topographique ou une mauvaise localisation. Si on examine attentivement le texte de ce document (... *Lustriacum Vobreium Aulonum Villia Nares cum omnibus appendiciis*), le grattage peut s'expliquer très facilement: le scribe, fatigué par une succession de noms, aura passé trop vite à la formule finale traditionnelle «*cum omnibus appendiciis*», en omettant dans sa hâte les deux dernières localités. S'apercevant vite de sa bévue, il aurait gratté les quelques lettres déjà tracées pour compléter sa nomenclature. D'ailleurs, Villy est mentionné parmi les possessions abbatiales une dizaine d'années plus tard et dans le faux «acte de fondation» datant du XI<sup>e</sup> siècle, preuve que, pour les chanoines de Saint-Maurice, il était bien l'un de leurs centres domaniaux.

Par contre, dans la copie du XII<sup>e</sup> siècle de l'acte de 1018, le grattage sous le nom de *Luchiam* est tout aussi compréhensible. Ici, seul, le nom de Loèche a été écrit sur une partie effacée, Naters qui le suit n'ayant pas subi ce traitement; le copiste veut nettement remplacer un terme par un autre, une localité proche d'Ollon par une autre que Saint-Maurice est en train de perdre et revendique. La rédaction de cette copie doit sans doute s'inscrire dans le conflit qui oppose l'abbaye à l'évêque à propos de Loèche, conflit qui fut réglé définitivement en 1118.

A propos de Naters, on peut se demander si la donation de 1018 est bien entrée en vigueur. La destinée de cette localité est en tout point semblable à celle de Loèche: l'empereur Henri IV cède ces deux localités en 1079 à l'évêque Ermenfroid de Sion qui les tenait déjà à titre personnel. L'abbaye de Saint-Maurice y abandonne ses droits en 1118, le comte Amédée de Savoie-Maurienne peu avant 1142, après une longue contestation<sup>76</sup>.

Jusqu'à ce point du texte, le roi a cédé des terres du fisc royal, une *potestas* et un *placitum*, avec toutes leurs appartenances et, fait intéressant, avec les oblations des autels de leurs églises. Il poursuit par des droits qui devaient appartenir de

<sup>74</sup> AAbSt-Maurice, 41/1/1, 3 avril 1157; 8/1/3, entre 1157 et 1173; édité dans BECCI, 48-50 n° 19; 65-66 n° 26. *HS IV/1*, p. 314, pp. 484-485; MOTTAZ 2, p. 340.

<sup>75</sup> *MGH, Reg. Burg.*, p. 276 n° 112, ligne 1.

<sup>76</sup> *Chartes sédunoises*, 347-348 n° 7, 1 janvier 1079; 355 n° 9, 31 octobre 1115; GREMAUD, 83-84 n° 128; *Chartes sédunoises*, 359 n° 12, entre 1138 et 1142.



façon plus intime au domaine royal. A Saint-Maurice, il abandonne la moitié du bourg, le four et les moulins de cette localité, ainsi que les deux tiers du tonlieu du sel. Il y ajoute les alpages de Saint-Maurice de toute la «vallée de la tête du lac»<sup>77</sup>. Tous ces revenus sont bien d'origine régaliennne, en particulier les péages et tonlieux.

Quand à ces lieux d'estivage, eux aussi anciennes dépendances du domaine public<sup>78</sup>, le document précise qu'ils se situent dans l'ensemble de la vallée du Chablais (*Caput lacu* = la tête du lac). Quelles sont les limites de cette région? Précisons d'abord qu'elle apparaît dans les textes dès 930 comme une circonscription territoriale. Elle n'a jamais été désignée pendant la période rodolpheenne comme un comté, mais toujours comme un *pagus*. Il s'agit en fait de la basse vallée du Rhône. Vouvry, Ollon, Villy, Saint-Maurice, Evionnaz, Lavey et Salvan en font partie. Du côté du lac, elle est bornée, comme le diocèse, par le torrent de l'Eau Froide et à l'ouest par le promontoire de Bret, à quelques kilomètres, côté français, de Saint-Gingolph. En amont, elle s'arrête logiquement à la Croix d'Ottans et au coude du Rhône. La deuxième recension du faux «acte de fondation», qui s'inspire manifestement de cet acte de 1018, marque d'ailleurs très clairement cette limite: *de capite lacus usque Martiniacum* (de la tête du lac jusqu'à Martigny). Plus tard, sous la domination des comtes de Savoie, cette dénomination s'étendra à une partie de la côte sud du lac Léman qui s'appelait jusqu'alors *finis Hercolana*. Dès le début du XIII<sup>e</sup> siècle, pour éviter toute confusion, on prit l'habitude de désigner la basse vallée du Rhône, sous le nom de Vieux-Chablais, pour la différencier de la région d'Evian<sup>79</sup>.

Jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle, Saint-Maurice conserve ses alpages qui couvrent bien toute la région que nous avons décrite ci-dessus: ils surmontent les vallées du Trient (Barberine), de Salanfe (Van), du Nant de L'Échelle (Cocorié), du torrent de Saint-Barthélemy (Jorat), de la Vièze (Chindonne, Soi, Antême, Barme, Vaillime), de son affluent, la Vièze de Morgins (En Tey, Morgins), du Torrent de la Greffe sur Vionnaz (Onne), de l'Avançon et du Fossau sur Vouvry (Savolène, Verne). Sur la rive droite, ces pâturages bordent les vallées de l'Avançon sur Bex (Anzeindaz), de la Gryonne (Taveyenne, Coufin, La Chenaux, Plan de Châtillon, Ensex, Orgevaux, Culan), de la Grande Eau ou des Ormonts (Arpille, Meitreile,

<sup>77</sup> MGH, Reg. Burg., 276 n° 112: ...*dimidium burgum ipsius loci et ibidem furnum cum moleninis et duas partes tholonei salis, et alpes sancti Mauricii totius Caput lacu vallis.*

<sup>78</sup> Comme une anecdote rapportée par Grégoire de Tours le confirme à ceux qui en douteraient: *Gregorii Turonensis opera*, éd. W. ARNDT et Br. KRUSCH, pars I, Hanovre 1884 [*Liber de virtutibus s. Juliani*, p. 571, chapitre 17] (MGH, rer. Mer. 1/1): [*diaconus*] *fisco se publice junxit ... Accidit ... ut saltus montenses ubi ad aestivandum oves abierant, circumiret atque pascuaria quae fisco debentur inquireret.*

<sup>79</sup> Victor VAN BERCHEM, «Notes sur l'histoire valaisanne: 2. l'étendue du comté du Valais donné à l'église de Sion en 999», dans *Anzeiger für schweizerische Geschichte* 6/1890-1893, 363-369) auquel il n'y a rien à ajouter. Une seule source s'oppose à cette vision: MGH, Reg. Burg., 129-130 n° 26, 18 avril 930, place *in pago Caputlacense I villa Donona unacum ecclesia sancti Innocentii* (au pays du Chablais la «villa» de Thonon avec l'église Saint-Innocent). La traduction de Donona par Thonon ne peut-être acceptée telle quelle. En effet, la région de Thonon apparaît alors à plusieurs reprises comme appartenant au *pagus* de Genève. En outre, le patron de l'église de Thonon n'est pas saint Innocent, mais saint Hippolyte. Malheureusement, aucune localité ni aucune église du Chablais (suisse) ne correspond à notre connaissance à la description donnée par le document.



Marnex, La Lé), de la Torneresse et de l'Eau Froide sur L'Etivaz (Sazième, Lavaux) et de l'Hongrin (Lioson)<sup>80</sup>. La donation de 1018 aura des conséquences inattendues. En effet, détentrice de la majorité des alpages du val d'Illeiez, l'abbaye a pu y présider à la fondation d'une chapelle d'altitude, qui est d'ailleurs dédiée à saint Maurice<sup>81</sup>. Une remarque semblable peut être faite à propos de l'église de Gryon VD. Ce sanctuaire, dépendant de Saint-Maurice, disposait de revenus propres distincts de ceux de l'église paroissiale de Bex.

Nous nous sommes longuement attardés sur l'acte de 1018, vu son importance. Il a été souvent considéré comme une deuxième fondation de l'abbaye, ce qui n'est pas entièrement faux, même si un certain nombre des biens concédés à cette occasion quitte assez tôt le patrimoine abbatial. Certains auteurs<sup>82</sup> se sont demandé s'il était possible de distinguer les *fisci* que le roi Rodolphe rend, de ceux qu'il donne. Même en faisant une analyse très fouillée des possessions de l'abbaye (telle que nous l'avons faite ci-dessus), il est impossible, la plupart du temps, de résoudre cette question. Certes, quelques-uns faisaient déjà partie du domaine abbatial antérieurement. (Sciez [?], Commugny, Vuadens, Lutry). Quant à Pully, il a été légué à son décès par le roi Conrad en 993. L'hypothèse proposée par Müller<sup>83</sup> selon laquelle tout est donation, le terme *reddimus* n'ayant selon lui qu'un sens purement théologique, s'en trouve par là infirmée, comme l'avaient déjà bien vu MM. Dubuis et Lugon.

Quant aux autres, il s'agit souvent d'une première mention, si bien que nous ne savons pas à qui ces biens appartenaient précédemment. Vevey fait exception: pendant la période qui nous occupe, cette localité sert manifestement de résidence royale, depuis laquelle le roi Rodolphe se plaît à émettre de nombreux diplômes<sup>84</sup>. Il est fort possible dans ce cas que le *placitum*, autrement dit le droit de mutation découlant de la seigneurie sur cette localité, ait été alors cédé par le roi. Nous pensons qu'il en va de même pour les deux tiers du tonlieu de saint-Maurice et des alpages du Chablais. Ils appartenaient clairement au domaine public et se rattachaient sans doute à celui qui exerçait les pouvoirs comtaux dans la région, en

<sup>80</sup> Barberine: AAbSt-Maurice, *Minutarium Majus*, 47 n° 229, 111 n° 461, 1 août 1242; 184 n° 649, 7 novembre 1288, édité par BECCI, 261-262 n° 133; 686-687 n° 355. Van: AAbSt-Maurice, 21/7/2, 1317; 21/7/4, 1338. Cocorié, Jorat: *ibid.*, 17/1/4, 1449. Chindonne: AAbSt-Maurice, 22/3/2, 10 juin 1288, édité par BECCI, 674-675 n° 349; 682-683 n° 353, 25 octobre 1288; 730-731 n° 378, 27 mai 1291, 738-740 n° 382. Soi, Antême, Barme, Vaillime, En Tey, Morgins: AAbSt-Maurice, 25/2/1, 1<sup>er</sup> janvier 1292, édité par BECCI, 736-738 n° 381, AAbSt-Maurice, 25/2/2, 1296, 25/2/4, 1315, 25/3/1, 1410. Onne: AAbSt-Maurice, 46/4/3, 31 août 1244, édité par BECCI, 266-267 n° 136. AAbSt-Maurice, 25/3/1, 1301. Savolène, Verne: *ibid.*, 27/2/3, 1301, 27/1/13, 9 mai 1389. Anzeindaz: Marcel REY, *Gryon et son église*, Bex 1933, p. 13. Taveyenne, Coufin, La Chenaux, Châtillon: AAbSt-Maurice, 36/1/13, 10 décembre 1274; 36/1/12d, 6 juin 1285, édités par BECCI, 516-518 n° 271; 613-616 n° 321. Ensex, Arpille, Orgevaux, Culan: AAbSt-Maurice, 46/1/2, 9 mars 1292, édité par BECCI, 741-745 n° 383. Meitreile, Marnex, La Lé, Sazième, Lavaux, Lioson: AAbSt-Maurice, 46/3/1, 2 février 1287, édité par BECCI, 651-652 n° 335.

<sup>81</sup> DUBUIS-LUGON 3, p. 171.

<sup>82</sup> DUBUIS-LUGON 3, p. 130.

<sup>83</sup> Iso MÜLLER, «Zur Entstehung der Pfarreien im Wallis», dans *Vallesia* XXII/1967, p. 63 n. 32.

<sup>84</sup> MGH, *Reg. Burg.*, 232-233 n° 83, 998; 252-253 n° 97, 20 mars 1011; 259-260 n° 102, 25 août 1011; 263-264 n° 105, 7 janvier 1014; 289-290 n° 119, 16 avril 1028.

l'occurrence à la famille royale. On pourrait penser que ces dessaisissements proviennent du roi Rodolphe III, même si on ne peut exclure une cession faite par l'un de ses prédécesseurs<sup>85</sup>.

## Quelques faux

Pour terminer notre étude sur l'étendue du patrimoine foncier de Saint-Maurice au début du XI<sup>e</sup> siècle, il nous reste à étudier quelques faux. Il s'agit tout d'abord d'une bulle attribuée à Eugène I<sup>er</sup> (654-656), dont nous avons déjà parlé plus haut<sup>86</sup>. Nous avons sous les yeux une copie largement retouchée et interpolée de la fin du VIII<sup>e</sup> siècle ou du début du IX<sup>e</sup> siècle. A partir de ce modèle déjà interpolé, les moines d'Agaune ont fabriqué trois autres privilèges papaux attribués à Adrien I<sup>er</sup>, à Eugène I<sup>er</sup> et à Léon IV. Ces documents contiennent des indications de caractère domanial. Nous allons ci-dessous les étudier dans l'ordre chronologique des papes qui les ont soi-disant émis.

Commençons par le diplôme attribué à Adrien I<sup>er</sup> (772-795). Le pape l'a émis en faveur de l'abbé Alteus à la demande du roi Charlemagne (?). Le faussaire a eu manifestement comme dessein de protéger plusieurs terres situées en France qu'il décrit de façon assez précise. Au comté de Sens, l'abbaye détient *Monasterioli* (Montereau-Fault-Yonne) là où se rejoignent les rivières appelées *Ionna* (Yonne) et *Senna* (Seine), avec toutes ses appartenances, ainsi que *Talsiniacum* (localité inconnue) avec ses appartenances et les revenus de ses pâturages<sup>87</sup>.

Au comté de Ponthieu, Saint-Maurice détient *Brimau* sur le fleuve appelé *Quancie* (Canche) (Brimeux, ct. de Champagne, arr. de Montreuil, Pas-de-Calais) avec toutes ses dépendances, *Vertunum* (Verton, ct. et arr. de Montreuil, Pas-de-Calais) où se trouve l'église Saint-Michel et où l'on produit du sel et *Noviono* (Nouvion-en-Ponthieu, ch.-l. de ct., arr. d'Abbeville, Somme) avec l'église Saint-Maurice, le bois et autres terres appartenant à ladite *curtis*<sup>88</sup>. Des biens aussi lointains ne sont sans doute pas restés longtemps en mains abbatiales. Cependant, sans doute en souvenir de ces liens antiques, Guillaume, comte de Ponthieu et de

<sup>85</sup> On voit par exemple que les alpages d'Ottans dépendaient déjà en 1011 de Saint-Maurice, v. *MGH, Reg. Burg.*, 261 n° 103, 1011.

<sup>86</sup> V. ci-dessus p. 208.

<sup>87</sup> ANTON, p. 15: in *Senoniensi comitatu, sub privilegii auctoritate, colligamus abbaciam Monasterioli, ubi Ionna et Senna conveniunt, cum suis omnibus pertinentiis et adjacentiis, et Talsiniacum cum integris appendiciis et saltuum redditionibus*. Sur sa carte, Zufferey (fin de l'ouvrage, Karte 2) propose de traduire *Talsiniacum* par Thénisy (ct. de Donnemarie-Dontilly, arr. de Provins, Seine-et-Marne) à quelques kilomètres au nord-est de Montereau, ce à quoi l'étymologie s'oppose. Nous proposons, avec beaucoup d'hésitations, Thorigny-sur-Oreuse, ct. de Villeneuve-l'Archevêque, arr. de Sens, Yonne, identification possible, sinon probable (?). Saint-Maurice n'ayant plus de biens dans la région par la suite, nous ne pouvons que rester dans l'expectative. Montereau-Fault-Yonne, ch.-l. de ct., arr. de Provins, Seine-et-Marne.

<sup>88</sup> ANTON, p. 15: in *comitatu Pontico, supra Quancie flumen Brimau omni cum sua integritate seu appenditiis, Vertunum stat ubi ecclesia in honore beati Michaelis ibique salinum producitur, et Noviono cum ecclesia in honore almi Mauricii, nemus cetereque ad eandem terre subjacentes et pertinentes curtem*.

Montreuil, donne en 1210 ou en 1211 aux chanoines une rente de 13 livres parisis assise sur sa halle d'Abbeville. Ce revenu est destiné à acheter 20 aunes d'écarlate pour y découper les camails que les chanoines ont coutume de porter en l'honneur du martyr de saint Maurice. Le donateur ajoute à cette somme 8 sous de cens annuel assis sur quatre étals de la boucherie d'Abbeville<sup>89</sup>. Ces deux rentes seront payées avec plus ou moins de régularité jusqu'à la fin du XV<sup>e</sup> siècle. En 1604, elles sont changées en une pension de 50 livres<sup>90</sup>.

Enfin, le rédacteur de la bulle attribuée à Adrien I<sup>er</sup> donne encore à l'abbaye le château de *Sinemuro* (Semur-en-Auxois, ch.-l. de ct. et d'arr., Côte-d'Or), entouré par la rivière appelée *Armenzona* (Armançon), contenant une église dédiée à Saint-Maurice, avec ses dîmes et droits paroissiaux, ainsi que les villages de *Kavaniaco* (Chevigny, hameau de la comm. de Millery, ct. et arr. de Semur, Côte-d'Or), *Sanciaco* (Censey, mieux Sencey, ferme de la commune de Courcelles-lès-Semur, ct. et arr. de Semur, Côte-d'Or), et *Sarniaco* (éventuellement Cerney, mieux Serney, comm. de Marcilly-Ogny, ct. de Pouilly-en-Auxois, arr. de Beaune, Côte-d'Or), avec ses moulins, ses plans d'eau, ses cours d'eau, ses forêts, ses pâturages et toutes les rentes appartenant auxdits château ou villages<sup>91</sup>. Cette cession permet de donner un point d'ancrage chronologique à la création de ce faux. En effet, entre 1030 et 1060, en des termes qui rappellent cette bulle inauthentique, un certain Girard Arlabald donne à l'abbaye le plaïd du château de Semur et confirme l'indépendance de la paroisse<sup>92</sup>. Il semble bien que ces deux actes soient sinon contemporains, du moins proches dans le temps.

Semur restera l'une des principales possessions externes de l'abbaye. Son église paroissiale, dédiée à saint Maurice, doit être abandonnée en 1180. Avant 1196, elle est remplacée par la chapelle du château de Semur. Un petit prieuré s'y installe au début du XIII<sup>e</sup> siècle, placé sous le patronage de Saint-Jean l'Évangéliste. Quatre chanoines doivent y résider en permanence, accompagnés de quelques convers ou converses. Ils portent les mêmes vêtements que ceux de la maison-mère. Après plusieurs siècles d'existence, ce petit établissement monastique est finalement cédé en 1675 à la Congrégation des chanoines réguliers de Sainte-Genève<sup>93</sup>.

<sup>89</sup> AAbSt-Maurice, 57/4/1<sup>1</sup>, mars 1210 ou 1211, édité par BECCI, 150-151 n° 71; possession confirmée par les papes Honorius III (AAbSt-Maurice, 57/4/2, 5 mai 1221, édité par BECCI, 182-183 n° 88) et Alexandre VI (AAbSt-Maurice, 2/1/10, 6 mars 1260, édité par BECCI, 356-360 n° 186).

<sup>90</sup> AAbSt-Maurice, 57/4/10, 1604.

<sup>91</sup> ANTON, p. 15: *et, in episcopatu Eduensi sive Augustudunensi, castellum de Sinemuro, sicut clauditur Armenzona flumine, cum supposita ecclesia in honore sancti Mauricii dedicata cum decimis et parrochiis, cum villis his nominibus: Kavaniaco, Sanciaco, Sarniaco, cum molaribus, moleninis, aquis, aquarum decursibus, silvis, pascuis et omnibus redditionibus eidem castello vel villis predictis pertinentibus.*

<sup>92</sup> Cartulaire de Saint-Maurice, ACVaud, Ad 29, f. 21v-22r: *Dedit igitur Giraudus [sic] Pandulfo et ceteris placitiam de castello Sinemuro, sicut clauditur flumine Armenzona.*

<sup>93</sup> HS IV/1, pp. 318-319, pp. 489-490, v. AAbSt-Maurice, 2/1/8<sup>1</sup>, 22 mars 1147 (n.s.); 2/1/9<sup>1</sup>, 14 mars 1179 (n.s.); 2/1/10, f. 1r-2v, 1 avril 1196; 58/1/2, 1198, édité par BECCI, 30-32 n° 12; 78-81 n° 33; 104-107 n° 46; 124-125 n° 55.

Un troisième faux a été soi-disant produit par un pape prénommé Alexandre en faveur de l'abbé et évêque de Sion, *Adolungus*, à la demande de Louis le Pieux. Comme aucun pape Alexandre n'a vécu sous le règne de Louis le Pieux, par hypothèse, on pense généralement qu'on doit rapporter ce diplôme au pontificat d'Eugène II (824-827). Il renferme peu de notations de caractère topographique. Il marque cependant la cession, en Bourgogne, d'une *curtis* sise à *Arcum* (Arc-en-Barrois, ch.-l. de ct., arr. de Chaumont, Haute-Marne), près de Langres, avec églises et dîmes, forêts, eaux, pâturages et toutes autres appartenances<sup>94</sup>. Comme il s'agit de la seule mention de cette possession agaunoise, on ne peut avancer aucune date plus précise à ce document que celle donnée par nos prédécesseurs; sa création doit se situer dans la seconde moitié du X<sup>e</sup> siècle.

Enfin, on attribue à Léon IV (847-855) une quatrième bulle inauthentique. Saint-Maurice y reçoit l'ensemble de la forêt nommée *Spinaceti* pour la cuisine des chanoines. Il s'agit sans doute de la forêt d'Epinassey. Maxime Reymond doute de cette localisation, mais il semble étonnant que les chanoines recueillent du bois pour la cuisson de leurs mets dans des forêts éloignées de leur monastère. Les bois du hameau d'Epinassey sis à quelques kilomètres au sud de Saint-Maurice, correspondent parfaitement à cet usage. Le nom des autres localités que le rédacteur de ce faux attribue à l'abbaye nous conforte encore dans cette opinion: *Aquisoniam* (Evionnaz) avec ses dépendances et les rentes de ses pâturages; le désert d'*Alpinonis* (Arbignon) limité par le cours d'eau nommé *Aquamssoni* (l'Avançon près de Morcles) jusque *ad frontem Dorone* (au niveau de Dorénaz), avec toutes ses appartenances, tant en plaine qu'en montagne<sup>95</sup>. Là encore, nous ne pouvons donner qu'une datation floue à ce document: la deuxième moitié du X<sup>e</sup> siècle.

## Après 1018

Le début du XI<sup>e</sup> siècle marque une embellie dans l'histoire de l'abbaye. Sous l'administration assez régulière de l'abbé Bourcard, sous la haute surveillance du roi Rodolphe III, sa situation financière semble s'être améliorée, suffisamment pour qu'on envisage de restaurer l'église abbatiale. De nombreuses modifications sont alors apportées à l'ancienne basilique carolingienne et en font l'une des plus vastes du Pays romand<sup>96</sup>. Mais cette période faste ne durera pas. Dès 1030, l'abbaye tombe dans une période de profonde léthargie. Les documents se font rares. Le monastère est géré par des membres de la famille de Savoie-Maurienne, soit ecclésiastiques, soit laïcs. Une lente décadence de l'institution monastique marque cette période. Il convenait absolument de réformer son organisation inté-

<sup>94</sup> ANTON, p. 17: *Et, in partibus Burgundiae, quandam curtem videlicet Arcum nomine situm in Lingonensi territorio, cum ecclesiis et decimis, silvis, aquis, pascuis cunctisque pertinentiis eiusdem ecclesiae fratribus habendam concedimus.*

<sup>95</sup> ANTON, p. 14: *colligimus scilicet silvam Spinaceti totam cum suis pertinentiis ad coquinam fratrum, colligemus et Aquisoniam cum sua integritate seu apendiciis et saltuum redditibus, et Alpinosis (ou Alpinonis) desertum sicut terminetur a flumine Aquamssoni usque ad frontem Dorone cum integris apendiciis montis vel plani.* V. aussi Reymond, p. 30.

<sup>96</sup> Louis BLONDEL, «Le caveau funéraire du cimetière d'Agaune et la basilique du XI<sup>e</sup> siècle», dans *Vallesia*, VI/1951, 11-17. La longueur de l'édifice est de 64 mètres.

rieure et de la dégager de la tutelle des comtes de Savoie. Le mérite de cette revitalisation revient à Amédée III de Savoie-Maurienne. A l'instance de son frère Reynaud, prévôt de Saint-Maurice, et sur les conseils de l'évêque Hugues de Grenoble, il décide en effet, le 30 mars 1128, de remplacer les chanoines séculiers qui y vivaient alors par des chanoines réguliers<sup>97</sup>. Ces nouveaux venus sont désormais astreints à la pauvreté et à une vie communautaire. Saint-Maurice, redevenu une institution indépendante, réussit peu à peu à se réappropriier les biens abbaciaux perdus.

En particulier, en 1143, elle recouvre du comte Amédée III, de sa femme et de son fils, la prévôté de l'église de Saint-Maurice d'Agaune, comme, autrefois, les prévôts des chanoines séculiers l'avaient détenue au nom de cette église<sup>98</sup>. Si on étudie attentivement cette déclaration, on se convainc assez vite qu'ici, le terme de prévôté désigne non pas une charge ecclésiastique (qu'un comte, sa femme et son fils pouvaient difficilement céder d'ailleurs), mais les droits et les revenus attachés à cette fonction. Ce bien, appartenant à l'abbaye, géré par son prévôt, était parvenu par des voies illicites aux mains du comte et de sa famille. En poursuivant sa donation, Amédée place encore son discours sur le même plan matériel: il déclare retenir à lui le droit de gîte (*receptus*) et les autres revenus rattachés au comté. Ainsi, contrairement à ce que l'on croit habituellement, il n'intervient nullement dans l'organisation interne du monastère.

Mais où situer ces revenus? Le cartulaire de Saint-Maurice, écrit une soixantaine d'années après cette cession (même si la copie qui nous est conservée date du début du XV<sup>e</sup> siècle), nous donne un premier élément de réponse. Avant de le copier dans son cartulaire, le copiste introduit cet acte par le titre suivant: «entre ses mains [Hugues, prieur de Saint-Maurice], le comte Amédée, dont nous avons fait mention ci-dessus, a rendu à l'église d'Agaune la prévôté de Bagnes et a confirmé cette cession par un écrit muni de son sceau»<sup>99</sup>. Ainsi, selon un chanoine de Saint-Maurice qui écrivait une soixantaine d'années après les faits, Bagnes avait été cédé à l'abbaye en 1143 et formait ce qui était communément appelé la Prévôté.

Cette assertion est corroborée par la déposition de témoins appelés en 1198 à aplanir quelques différends entre l'abbaye et les comtes de Savoie. Certains d'entre eux évoquent l'époque de l'abbé Rodolphe (1153-1168) ou de celle du prieur Hugues (1137-1147). Un autre, le chapelain de Liddes, *Gutebertus* ou *Wibbertus*, se souvient de la période pendant laquelle le chanoine *Reynaldus Goudi* jouissait paisiblement des bans, des droits de justice et des pâturages de Bagnes

<sup>97</sup> AAbSt-Maurice, 2/1/4, 30 mars 1128, édité par BECCI, 2 n° 1.

<sup>98</sup> AAbSt-Maurice, 1/2/2, 1 avril 1143, édité par BECCI, 26 n° 10: *rediderunt preposituram Agaunensis ecclesie Sancti Mauricii ... sicut antea prepositi secularium canonicorum ad partem ecclesie habuerant*.

<sup>99</sup> Cartulaire de Saint-Maurice, ACVaud, Ad 29, f. 28v: *in cuius manus, comes Amedeus, de quo supra mentionem fecimus, preposituram de Bagnes ecclesie reddidit Agan. et per scriptum sigillo suo munitum confortavit*. Pour la datation du cartulaire de Saint-Maurice, voir ci-dessus note 12.

quand il était prévôt<sup>100</sup>. Ainsi donc, à la fin du XII<sup>e</sup> siècle, on se rappelait que cette vallée avait été administrée par un prévôt. A Saint-Maurice, ce titre n'a été porté qu'entre 878 et 1143 et désigne le chef de la communauté des chanoines séculiers; il n'a plus jamais été utilisé par la suite. Son dernier titulaire porte d'ailleurs le même prénom que ce gérant du val de Bagnes, (Reynaud de Savoie-Maurienne, le propre frère du comte Amédée III). Il est tentant d'en faire un seul et unique personnage, même si l'on s'étonne qu'il ait été affublé par le témoin du surnom de Godi.

Dans un troisième document, on remarque le terme de prévôté, utilisé en relation avec le val de Bagnes: lorsque Amédée III de Savoie voulut partir en croisade, il emprunta à Saint-Maurice une table d'or valant 65 (ou 66) marcs d'or et mit en gage en contrepartie son droit de gîte (*receptum*) du Chablais et d'Entremont. Mais ces revenus se révèlent insuffisants pour dédommager l'abbaye. Aussi, en 1150, son fils, Humbert III de Savoie, lui donne en sus, entre autres, «son droit de gîte (*receptum*) de Bagnes et d'Étiez (hameau de Vollèges), soit 10 livres que, jusqu'alors, lui et ses prédécesseurs avaient eus chaque année dans la prévôté de la sainte église d'Agaune»<sup>101</sup>. Si on suit exactement ce texte, Bagnes et Étiez forment tout ou partie de ce que l'on appelait communément la Prévôté.

Si notre hypothèse se révèle exacte, Bagnes a appartenu à Saint-Maurice bien avant la réforme canoniale de 1128, peut-être dès la création de la charge de prévôt, peu avant 878. Sans remonter si loin, nous savons que le comte Humbert II en avait disposé en faveur d'Aimon de Briançon, entre 1092 et 1103. Est-ce pour le libérer de cette action impie que son fils Amédée demande en 1143 qu'il soit inscrit dans le martyrologe de l'abbaye et que désormais les chanoines célèbrent chaque année son anniversaire<sup>102</sup>?

## Pour terminer

Nous voici arrivé à 1128, date butoir que nous avons fixée à notre présente étude. Il est temps de jeter en arrière un petit coup d'œil.

<sup>100</sup> AAbSt-Maurice, 8/1/4, 11 septembre 1198, édité par BECCI, 119-121 n° 53. Il en existe deux originaux, le premier (8/1/4<sup>2</sup>) s'exprime ainsi: *Gutebertus, capellanus de Leydes, jurato, dixit se vidisse quod Reynaldus Goudi, cum esset prepositus, bannos et justitias et pascua de Baignes quiete possidebat ...* Le second (8/1/4<sup>1</sup>) apporte quelques modifications à ce texte: *Wibertus, capellanus de Leddes, jurato, dixit se vidisse quod Renaldus Godi, canonicus Sancti Mauricii, cum esset prepositus illius vallis, banos et justitias et pascua de Baignes quiete possidebat.*

<sup>101</sup> AAbSt-Maurice, 8/1/2<sup>1</sup>, 6 mars ou 24 novembre 1150, édité par BECCI, 37 n° 14: *prefatus comes Umbertus receptum suum de Bagnes et Oitiez, scilicet libras decem quas in prepositura sanctæ Agaunensis ecclesiæ omni anno ipse usque tunc et ipsius predecessores habuerant, ... abbati et fratribus in perpetuum finiando donavit.*

<sup>102</sup> Léon DUPONT LACHENAL, «Les abbés de Saint-Maurice d'Agaune», dans *Les Echos de Saint-Maurice*, 42/1944, p. 86. AAbSt-Maurice, 1/2/2, 1 avril 1143, édité par BECCI, 26 n° 10: *Propter hoc, humiliter petierunt ut ipsi et comes Umbertus, pater comitis Amedei, a peccatis quæ super hac re contraxerant, absolverentur et anniversarius dies predicti Umberti in Augaunensi martyrologio scriberetur et annualiter celebraretur.*



A la fondation de Saint-Maurice en 515, Sigismond, roi des Burgondes, avait richement doté son monastère. Malheureusement aucune source ne vient nous donner ne serait-ce qu'un indice sur la localisation de cette dotation d'origine.

Il faut en fait attendre 300 ans, vers l'an 800, pour qu'un document, un faux «acte de fondation», nous renseigne à ce propos. Les possessions les plus antiques se regroupent en quatre zones: en Viennoise (au Nord-Ouest de Grenoble), autour du lac Léman, dans le Valais central entre les *curtes* de Conthey et de Loèche et en vallée d'Aoste. Cette description ne comprend pas l'ensemble des biens abbaciaux, tant s'en faut, mais ceux que le moine faussaire du début du IX<sup>e</sup> siècle avait jugés appartenir aux premiers temps de son abbaye.

Attendons encore près de 200 ans pour avoir une vision plus complète du patrimoine immobilier du monastère. Vers l'an 1000, un gestion tatillonne, qui s'inscrit d'ailleurs dans une politique générale de revitalisation des monastères du royaume de Bourgogne, nous permet de connaître l'ensemble (ou à peu de choses près) des biens possédés par l'abbaye. Ceux-ci se regroupent d'une façon quelque peu différente. Abbeville, Montereau et Semur semblent être autant d'étapes qui mènent de Saint-Maurice à la mer et à son sel. Dans le comté de Bourgogne, des biens s'égrènent le long de la route allant de Dole à Jougne en passant par Salins, Frasné et Pontarlier. Entre Jura et Alpes, une multitude de domaines dépendent de l'abbaye, certains formant des zones de regroupement: près de Sciex au sud du lac Léman d'une part, entre l'Aubonne et la Venoge d'autre part et, enfin, entre la Broye et la Sarine. En Valais, tous les biens situés en amont de la Morge sont perdus, ou sur le point de l'être. Le patrimoine abbatial se concentre désormais sur la basse vallée du Rhône, en aval de Conthey. En outre, le val de Bagnes flanque la route du Grand-Saint-Bernard.

Nous ne savons rien sur la part que les abbés ont prise à la gestion du patrimoine immobilier abbatial. Une seule figure fait exception, celle de Bourcard, évêque de Lyon, nommé prévôt puis abbé de Saint-Maurice. Son administration semble avoir été bénéfique au monastère, malheureusement pour peu de temps. La forme juridique employée par lui, la *prestaire* (soit la cession à des particuliers de biens abbaciaux pour une ou plusieurs générations), se révélera à long terme peu adaptée à la situation. Même, la dotation faite solennellement en 1018 par Rodolphe III, qui voulait sans doute marquer la revitalisation définitive de l'abbaye, a manqué son but. En fait, la féodalisation progressive de la société après la fin du royaume de Bourgogne (après 1032), le manque de pouvoir fort dans la région, permettront souvent aux bénéficiaires des libéralités de l'abbé Bourcard d'abandonner progressivement tout lien avec l'abbaye et de «séculariser» peu à peu les biens qu'ils détenaient d'elle.

Avant 1128, la vie du couvent de Saint-Maurice s'inscrit dans de vastes ensembles. Conçu comme le centre religieux du royaume des Burgondes (515-534), il reste l'un des principaux monastères de la Bourgogne mérovingienne (535-751), puis carolingienne (751-888). Les rois rodolphiens de Bourgogne (888-1032) en font également l'un des points d'ancrage tant sur le plan religieux que politique de leur royaume. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le patrimoine abbatial couvre l'ensemble de ses entités politiques et administratives.



Après 1128, par contre, les données géo-politiques vont changer, ce qui amènera un recentrage du patrimoine abbatial sur les terres plus proches du monastère<sup>103</sup>.

Après la réforme canoniale, la principale tâche des abbés, sur le plan patrimonial, consiste à recouvrer les biens aliénés par les chanoines séculiers et à obtenir l'hommage des seigneurs laïcs qui détiennent des fiefs de l'abbaye. À partir de l'abbatiate de Guillaume I<sup>er</sup> (1179-1181/1184) et jusqu'au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, la politique d'augmentation du patrimoine se poursuit, mais désormais sous la forme d'acquisitions. Les abbés se montrent en outre très soucieux de ne pas perdre les biens inscrits dans les diplômes papaux obtenus par l'abbaye. Les conflits se terminent le plus souvent d'une manière qui est favorable à leur établissement. Enfin, dès l'abbatiate de Guillaume II (1181/1184-1196), les grands seigneurs, bientôt rejoints par de nombreux autres laïcs, effectuent de plus en plus souvent des donations *pro remedio anime*. Au XIII<sup>e</sup> siècle, les abbés procèdent plus volontiers à des échanges, abandonnant des terres trop exposées à la rapacité des voisins contre des rentes ou des territoires situés souvent en vallée du Rhône. Ils parviennent ainsi peu à peu à renforcer le noyau des possessions abbatiales dans le Chablais et à constituer de véritables seigneuries qui dépendent de l'abbaye.

<sup>103</sup> Pour une description de l'étendue du patrimoine abbatial au XII<sup>e</sup> siècle et à la Réforme, voir HS IV/1, 305, 311-319. RODUIT 1, 118-134.

## Abréviations et bibliographie

AAbSt-Maurice

Archives de l'abbaye de Saint-Maurice.

ACVaud

Archives cantonales vaudoises.

ANTON

Hans Hubert ANTON, *Studien zu den Klosterprivilegien der Päpste im frühen Mittelalter unter besonderer Berücksichtigung der Privilegierung von St. Maurice d'Agaune*, Berlin/New York 1975.

AV

*Annales valaisannes*, t. 1, 1916/17, t. 1-7, 1929/32; *Petites annales valaisannes*, 2<sup>e</sup> série, t. 1-2, années 1-10, 1926-1935; *Annales valaisannes*, 2<sup>e</sup>-4<sup>e</sup> séries, t. 3-15, années 11-69 (après 1995 le quantième des années n'est plus indiqué).

BECCI

Remo BECCI, *Le chartrier de l'abbaye de Saint-Maurice d'Agaune (1128-1292), édition et présentation*, thèse de l'École des Chartes, Paris 1997, 3 vol. dactylographiés.

*Chartes sédunoises*

Jean GREMAUD, *Chartes sédunoises*, Lausanne 1863 (*MDR* 18, p. 333-524).

DUBUIS-LUGON 1, 2, 3

François Olivier DUBUIS et Antoine LUGON, «Les premiers siècles d'un diocèse alpin: recherches, acquis et questions sur l'évêché du Valais», dans *Vallesia* XLVII/1992, pp. 1-61 (première partie: «Les débuts du christianisme en Valais et les centres de rayonnements»); XLVIII/1993, pp. 1-74 (deuxième partie: «Les cadres de la vie chrétienne locale jusqu'à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle»); L, 1995, p. 1-196 (troisième partie: «Notes et documents pour servir à l'histoire des origines paroissiales»).

GREMAUD

*Documents relatifs à l'histoire du Vallais*, édité par J. GREMAUD, Lausanne 1875-1898 (*MDR* 29-33, 37-39), 8 vol.

*HPM, Chartarum*

*Historiae Patriae Monumenta ...*, *Chartarum*, Augustae Taurinorum 1838, 1853, 2 volumes.

HS

*Helvetia Sacra*, collection fondée par le P. Rudolf Henggeler OSB, continuée par Albert Bruckner, publiée par le Curatorium de l'Helvetia Sacra.  
– *HS IV/1: Les Chanoines réguliers de Saint-Augustin en Valais*, Bâle/Francfort-sur-le-Main 1997 (*Helvetia Sacra* IV/1), pp. 281-494: Saint-Maurice

MDR

*Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, Lausanne 1838→

MGH, rer. Mer.

*Monumenta Germaniae historica ... scriptorum rerum Merovingicarum*, Hanovre et Leipzig 1884-1919, 7 vol.

MGH, Reg. Burg.

*Regum Burgundiae e stirpe Rudolfina diplomata et acta. Die Urkunden der burgundischen Rudolfinger*, éd. par Theodor Schieffer et Hans Eberhard Mayer, Würzburg 1977.

MOTTAZ

Eugène MOTTAZ, *Dictionnaire historique, géographique et statistique du canton de Vaud*, Lausanne 1911, 2 vol.

MÜLLER

Wulf MÜLLER, «Les toponymes dans les faux du Moyen Age (Suisse romande)», dans *Studia philologica in honorem Alfonso Irigoien*, Bilbao 1998, pp. 484-489.

PAHUD

Alexandre PAHUD, *Le cartulaire de Romainmôtier (XII<sup>e</sup> siècle), introduction et édition critique*, Lausanne 1998 (*Cahiers lausannois d'histoire médiévale* 21).

RHES

*Revue d'histoire ecclésiastique suisse/Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte*, Stans/Fribourg 1907.

RHS

*Revue d'histoire suisse / Zeitschrift für schweizerische Geschichte / Rivista storica Svizzera*, Zurich 1921-1950.

REYMOND

Maxime REYMOND, «La charte de Saint-Sigismond pour Saint-Maurice d'Agaune», dans *RHS* 6, 1926, pp. 1-60.

RODUIT 1, 2, 3

Olivier RODUIT, «Entre Bernois réformés et Valaisans catholiques, l'abbaye de Saint-Maurice de 1520 à 1572», dans *AV* 2<sup>e</sup> sér. 62, 1987, 111-159; 63, 1988, 85-117; 1989, 99-145.

THEURILLAT

Jean-Marie THEURILLAT, «L'abbaye de Saint-Maurice d'Agaune. Des origines à la réforme canoniale, 515-830», dans *Vallesia* IX/1954, pp.1-128.

ZUFFEREY

Maurice ZUFFEREY, *Die Abtei Saint-Maurice d'Agaune im Hochmittelalter (830-1258)*, Göttingen 1988.